



**RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DE L'INSTITUT DES NATIONS UNIES  
POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-SEPTIÈME SESSION**

**SUPPLÉMENT N° 14 (A/8714)**

**NATIONS UNIES**



**RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL**  
**DE L'INSTITUT DES NATIONS UNIES**  
**POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-SEPTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT No 14 (A/8714)



**NATIONS UNIES**

New York, 1972

#### **NOTE**

**Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.**

## TABLE DES MATIERES

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION .....	1 - 9	1
A. Directeur général .....	2	1
B. Conseil d'administration .....	3	1
C. Assemblée générale .....	4 - 5	1
D. Principales activités de l'Institut .....	6 - 9	2
II. FORMATION .....	10 - 54	4
A. Politiques et ordre de priorités pour les programmes de formation .....	10	4
B. Future Ecole des cadres des Nations Unies .....	11 - 16	4
C. Cours et séminaires pour les missions permanentes .....	17 - 34	6
1. Séminaires sur l'organisation et le fonctionnement du système des Nations Unies .	17 - 19	6
2. Cours sur les procédures de l'Assemblée générale à l'intention des nouveaux membres des missions .....	20 - 23	6
3. Cours sur le fonctionnement et les procédures du Conseil économique et social .	24 - 27	7
4. Cours sur le système monétaire international	28 - 31	7
5. Cours sur les procédures budgétaires et financières de l'ONU .....	32 - 34	8
D. Formation en matière de développement et de coopération technique .....	35 - 46	9
1. Programmes régionaux consacrés aux techniques et aux procédures des Nations Unies en matière d'assistance technique .....	35 - 36	9
2. Séminaires régionaux sur les achats internationaux .....	37 - 38	9
3. Enquête sur la formation en matière d'administration du développement .....	39 - 41	10
4. Séminaire interrégional sur la coopération technique .....	42 - 46	10

## TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
II. FORMATION ( <u>suite</u> )		
E. Programmes de bourses et de formation dans le domaine du droit international en vertu de la résolution 2099 (XX) de l'Assemblée générale .....	47 - 52	12
F. Chercheurs stagiaires .....	53 - 54	13
III. RECHERCHE ET ACTIVITES CONNEXES .....	55 - 162	14
A. Politiques et ordre de priorités .....	55 - 58	14
B. Analyse des activités et des procédures de l'Organisation des Nations Unies .....	59 - 129	15
1. Relations entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations inter-gouvernementales régionales .....	59 - 68	15
2. Bons offices, médiation et procédures consultatives au sein de l'Organisation des Nations Unies (règlement pacifique des différends) .....	69 - 80	17
3. L'Organisation des Nations Unies et les moyens d'information .....	81 - 91	19
4. Fonctionnement du Conseil économique et social .....	92 - 97	21
5. Les organisations non gouvernementales et l'Organisation des Nations Unies .....	98 - 102	22
i) Colloque de l'UNITAR sur le rôle des organisations non gouvernementales dans le système des Nations Unies .....	98 - 100	22
ii) Les organisations internationales de jeunesse et l'Organisation des Nations Unies .....	101 - 102	23
6. La fonction publique internationale .....	103 - 110	24
i) Conférence sur l'avenir du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies .....	103 - 106	24
ii) Colloque sur la situation des femmes aux Nations Unies .....	107 - 110	24
7. Etude du Bureau de l'Assemblée générale .....	111 - 112	25
8. Problèmes et questions ayant trait aux connaissances scientifiques et intéressant l'Organisation des Nations Unies .....	113 - 116	25

## TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
III. RECHERCHE ET ACTIVITES CONNEXES ( <u>suite</u> )		
B. Analyse des activités et des procédures de l'Organisation des Nations Unies ( <u>suite</u> )		
9. Recherches sur de nouvelles méthodes de coopération technique .....	117 - 121	26
10. Documents de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales .....	122 - 129	27
C. Etudes spéciales sur des problèmes de l'ONU .....	130 - 154	30
1. L'exode des compétences des pays en voie de développement vers les pays développés .....	130 - 137	30
2. L'environnement .....	138 - 148	31
i) Préparatifs de la Conférence de Stockholm .....	138 - 142	31
ii) Suite à donner à la Conférence de Stockholm .....	143 - 148	32
a) Formation à l'évaluation des incidences de projets de développement particuliers sur l'environnement .....	144 - 145	32
b) Contrôle et évaluation de l'application des recommandations de la Conférence de Stockholm .....	146 - 148	33
3. Transfert des techniques des pays développés aux pays en voie de développement	149 - 150	33
4. Relations raciales .....	151 - 154	34
D. Projet sur l'avenir .....	155 - 162	35
IV. COOPERATION AVEC D'AUTRES ORGANES .....	163 - 166	37
1. Relations avec d'autres instituts des Nations Unies .....	163 - 164	37
2. Relations avec des organismes non apparentés aux Nations Unies .....	165	37
3. Participation à des conférences et séminaires réunissant des savants .....	166	37

## TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
V. ADMINISTRATION ET FINANCES .....	167 -- 179	38
1. Réorganisation de l'UNITAR et personnel .....	167 - 171	38
2. Finances .....	172 - 177	40
3. Le Bureau européen .....	178 - 179	41

### ANNEXES

I. Liste des membres du Conseil d'administration au 30 juin 1972 .....	43
II. Projet de mandat de l'Ecole des cadres des Nations Unies ...	44
III. Liste des publications de l'UNITAR qui ont déjà paru ou qui sont en cours de préparation .....	48
IV. Nombre et nationalité des participants aux cours de l'UNITAR donnés au Siège, automne 1971-avril 1972 .....	51
V. Nombre et nationalité des participants aux séminaires consacrés à la coopération technique .....	52
VI. Nombre et nationalité des participants aux séminaires régionaux internationaux - 1972 .....	53
VII. Nombre et nationalité des participants aux programmes de l'UNITAR, 1966-30 juin 1972 .....	54
VIII. Contributions à l'UNITAR .....	55



Rapport du Directeur général de l'Institut des Nations Unies  
pour la formation et la recherche

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport est présenté conformément à la résolution 2044 (XX) adoptée le 8 décembre 1965 par l'Assemblée générale et aux termes de laquelle le Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) est prié de faire rapport chaque année à l'Assemblée sur les activités de l'Institut. La période examinée va du 1er juillet 1971 au 30 juin 1972, mais dans certains cas, certaines des activités réalisées ou envisagées après cette date sont également mentionnées.

A. Directeur général

2. Le mandat du deuxième Directeur général de l'Institut, le chef S. O. Adebo (Nigéria), est arrivé à expiration le 30 avril 1972. Le chef Adebo était Directeur général depuis le 1er mars 1968 et les quatre années pendant lesquelles il a été titulaire du poste ont vu une expansion considérable des activités de formation et de recherche de l'UNITAR. Le successeur du chef Adebo est M. Davidson Nicol, Haut Commissaire de la Sierra Leone au Royaume-Uni, dont la nomination a été annoncée le 1er juillet 1972 et qui doit prendre ses fonctions le 1er septembre 1972. Le présent rapport a été établi sous la direction de M. Oscar Schachuer, directeur général par intérim.

B. Conseil d'administration

3. Le Conseil d'administration a perdu cette année deux de ses membres les plus expérimentés. Avec la mort de M. Ralph Bunche, secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales, il a perdu un fonctionnaire international de réputation mondiale et l'un de ses membres fondateurs. M. Bradford Morse, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale a été nommé pour lui succéder. M. Toshio Shishido (Japon) succède à M. Shintaro Fukushima (Japon), autre membre fondateur du Conseil. On trouvera à l'annexe I la liste des membres actuels du Conseil.

C. Assemblée générale

4. Au cours de la vingt-sixième session de l'Assemblée générale, la Deuxième Commission a examiné le programme de travail de l'Institut. Sur la recommandation de la Commission, l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité la résolution 2767 (XXVI) dans laquelle elle a, entre autres choses, noté avec satisfaction l'efficacité croissante de l'Institut dans l'accomplissement de sa tâche et exprimé l'espoir qu'il recevrait un appui financier plus substantiel et plus étendu.

5. L'Assemblée générale a également approuvé en principe la proposition de l'UNITAR visant à la création d'une école des cadres des Nations Unies, mais, dans l'attente de détails complémentaires a remis à plus tard une décision sur

l'ouverture de crédits à cet effet. Le Directeur général a nommé un consultant spécial chargé de l'aider à réexaminer et à préciser les plans et de s'enquérir de l'appui financier que pourraient apporter les organismes et institutions du système des Nations Unies. Un nouveau rapport exposant les prévisions de dépenses et les statuts révisés de la future école a été présenté au CAC et le sera également au CCQAB et à l'Assemblée générale. On trouvera des détails complémentaires sur ce point aux paragraphes 11 à 16 ci-après.

## 1. Principales activités de l'Institut

6. Pour assurer l'intégration des activités de recherche et de formation de façon qu'elles s'étayent mutuellement et permettent d'utiliser plus rationnellement le personnel restreint de l'Institut, il a été décidé de ne plus compartimenter les activités en départements distincts pour la recherche et pour la formation. Depuis le 1er janvier 1972, un Département des études s'occupe des questions de fond concernant à la fois la recherche et la formation; le travail administratif nécessaire pour organiser les cours, les séminaires, les réunions de groupes de recherche et les colloques, correspondre avec les gouvernements et préparer la publication ou reproduction des études et rapports, travail auquel le personnel des Départements de la recherche et de la formation consacrait autrefois un temps considérable, est désormais confié au Département de l'administration. Cette réorganisation a entraîné entre autre choses, un développement des activités de formation et une augmentation du nombre des séminaires et des colloques.

7. L'Institut a continué de diffuser les résultats de ses travaux sous forme de livres et de rapports de recherche. Pendant la période examinée, 13 études ont été publiées en anglais, deux en français et deux en espagnol, ce qui porte le total des publications de l'UNITAR à 31 en anglais, cinq en français et quatre en espagnol. Seize autres études déjà terminées en anglais, trois en français, deux en espagnol et une en russe paraîtront prochainement. La plupart des 11 autres études en cours doivent être publiées avant le 30 juin 1973. On trouvera à l'annexe III une liste complète des publications parues et à paraître.

8. Lors de sa dixième session, tenue en septembre 1971, le Conseil d'administration a décidé d'entreprendre, dès que ses ressources le permettraient, un programme en vue de l'examen continu des grandes tendances et des grands événements internationaux ayant des incidences sur l'avenir de l'humanité et qui pourraient appeler une réaction de la part des organismes des Nations Unies. Cette question est traitée aux paragraphes 155 à 162 ci-après.

9. Au cours de l'année écoulée, l'UNITAR a considérablement développé son programme de conférences, de colloques et de réunions diverses, qui portent sur des sujets présentant de l'intérêt pour les Nations Unies et visent à encourager les efforts en vue d'accroître l'efficacité du système des Nations Unies. A ces réunions participent généralement des diplomates et d'autres fonctionnaires qui s'occupent des questions internationales, de hauts fonctionnaires internationaux et des experts réputés. La répartition géographique des participants est aussi large que possible et l'on s'efforce tout spécialement de s'adresser à des ressortissants de pays à systèmes sociaux et niveaux de développement différents.

Les rapports et résumés établis sont généralement communiqués aux gouvernements et aux fonctionnaires directement intéressés. Les sujets abordés à ces réunions sont exposés dans les sections pertinentes du présent rapport. L'expérience que l'UNITAR a acquise de ces activités au cours des deux dernières années a confirmé que c'était là l'un des meilleurs moyens d'accroître la portée des études de l'UNITAR et d'exposer de nouvelles conceptions en matière de formation et de recherche. Le très haut niveau des participants indique bien la valeur de ces réunions. De plus, dans plusieurs cas, des gouvernements et des institutions non gouvernementales ont proposé d'organiser ces conférences et colloques et y ont apporté une contribution financière et intellectuelle considérable.

## II. FORMATION

### A. Politiques et ordre de priorités pour les programmes de formation

10. Les programmes de formation de l'UNITAR ont été conçus d'après les politiques et priorités adoptées par son Conseil d'administration en septembre 1969. Parmi les principaux objectifs, le premier est de renforcer l'aptitude des fonctionnaires nationaux à traiter des problèmes de l'ONU et des organisations apparentées. On a plus particulièrement accordé la priorité à la formation en la matière des membres de missions permanentes auprès de l'ONU, surtout pour des questions spécialisées, qui ont fait l'objet de séminaires et de cours assez intensifs. La formation de fonctionnaires de pays en voie de développement aux méthodes internationales appliquées au développement est le deuxième domaine prioritaire. Les cours et séminaires de formation de ce type organisés dans les pays en voie de développement intéressent généralement l'ensemble d'une région. La formation supérieure de fonctionnaires internationaux de rang élevé des organismes du système des Nations Unies aux techniques de gestion et de développement constitue le troisième domaine prioritaire. Comme on l'a déjà dit, le principal instrument serait ici la future Ecole des cadres des Nations Unies, qui doit être créée dans le cadre de l'UNITAR. Un quatrième grand domaine, celui du droit international, a également été déclaré prioritaire pour répondre aux vœux de l'Assemblée générale. On trouvera plus loin des détails complémentaires sur les activités intéressant ces quatre grands domaines de formation.

### B. Future Ecole des cadres des Nations Unies

11. On a déjà indiqué la suite donnée par le Directeur général aux décisions de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale, qui a approuvé en principe le projet d'Ecole des cadres mais a demandé des détails supplémentaires sur son organisation et son financement. Le Pr Michel Virally, consultant spécial, a eu de nouvelles consultations avec le Secrétariat de l'ONU, le PNUD et les principales institutions spécialisées. A la suite de ces consultations et après un nouvel examen de certains des problèmes en cause, le Pr Virally a rédigé un rapport à l'intention du Directeur général. Celui-ci s'en est inspiré pour établir le texte de nouveaux statuts pour l'Ecole, qu'il a présenté aux chefs de secrétariat des organismes et institutions du système des Nations Unies. On trouvera le texte de ces statuts à l'annexe II du présent rapport.

12. En outre, le Directeur général est parvenu aux conclusions suivantes en ce qui concerne les objectifs, l'organisation, l'administration et le financement de la future Ecole.

#### Objectifs

13. Les organismes du système des Nations Unies devraient pouvoir compter, grâce à la formation offerte par l'Ecole, sur des cours destinés à donner à leurs fonctionnaires les connaissances, l'aptitude technique et les instruments intellectuels nécessaires pour leur permettre de mieux s'acquitter de leurs responsabilités professionnelles et de prétendre à des fonctions supérieures.

Il ressort des consultations qui ont eu lieu que l'on s'accorde en général sur la nécessité de donner la priorité à la formation dans deux domaines, la gestion administrative et le développement. Etant donné que nombre des activités de gestion et de développement des divers organismes des Nations Unies se font essentiellement selon les mêmes méthodes administratives, l'Ecole permettrait de faire des économies dans tous les domaines où les programmes de formation de ces organismes pourraient se recouper ou faire double emploi, car elle servirait de centre de formation uniforme des fonctionnaires en matière de méthodes et techniques de gestion.

### Organisation

14. Les objectifs ci-dessus détermineraient le programme des cours et le choix des méthodes d'enseignement. Pour atteindre ces buts, l'Ecole devrait étendre ses activités dans tous les domaines où une formation interinstitutions est nécessaire ou souhaitable et devrait donc harmoniser pleinement ses propres programmes de formation avec ceux de chacun des organismes des Nations Unies. L'Ecole serait une unité autonome fonctionnant dans le cadre de l'UNITAR, mais les divers organismes des Nations Unies auraient toute latitude pour faire connaître leurs vues sur l'orientation à lui donner, l'objectif étant que tous les organismes intéressés considèrent l'Ecole comme une entreprise commune.

### Administration

15. Comme il avait été proposé, l'Ecole aurait à sa tête un directeur qui serait responsable devant un comité exécutif où seraient représentés les organismes intéressés des Nations Unies. Le Directeur général de l'UNITAR présiderait ce comité. Cependant, le directeur aurait la liberté d'action nécessaire pour assurer à l'Ecole une direction efficace et souple et des cours de formation de qualité constante. Pour la préparation, la supervision et la direction de ces cours, le directeur recevrait l'aide de deux directeurs des études et de quatre ou cinq assistants, mais l'Ecole ne serait viable avec un corps professoral permanent aussi restreint qu'à condition de pouvoir faire largement appel à des conférenciers de l'extérieur, venant autant que possible d'organismes du système des Nations Unies mais également d'universités et d'autres établissements étrangers à ce système. "

### Financement

16. D'après les prévisions de dépenses révisées, lorsque l'Ecole sera en pleine activité, son budget annuel serait de l'ordre de 425 000 dollars, la part respective de l'ONU et du PNUD étant de 150 000 dollars, celle de chacune des quatre institutions principales (FAO, OIT, UNESCO, OMS) de 25 000 dollars et celle de l'ensemble des autres institutions de 25 000 dollars. Pour la première année l'on envisage cependant un budget plus restreint. Un budget détaillé sera joint en annexe au rapport sur l'Ecole des cadres qui sera présenté séparément à l'Assemblée générale.

## C. Cours et séminaires pour les missions permanentes

### 1. Séminaires sur l'organisation et le fonctionnement du système des Nations Unies

17. Comme au cours des années passées, l'UNITAR a organisé à l'intention des membres des missions permanentes et du secrétariat de diverses organisations internationales récemment nommés à New York un programme de séminaires d'une durée totale de deux semaines sur l'organisation et le fonctionnement du système des Nations Unies. Ce programme est conçu de manière à permettre aux participants de mieux connaître et de mieux comprendre l'interaction des facteurs politiques et organisationnels discutés et conciliés à l'ONU ainsi que de s'entretenir avec les diplomates, les hauts fonctionnaires internationaux et les universitaires qui animent les séances consacrées aux questions intéressant l'Organisation ou apportent leurs concours à ces travaux.

18. Organisé au Siège de l'ONU du 10 au 21 avril 1972, ce programme a porté sur l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social, des activités des Nations Unies en matière de développement et des institutions spécialisées, ainsi que sur l'élaboration du droit international dans le cadre de l'ONU, sur le rôle de l'ONU en matière de droits de l'homme, sur le Secrétariat de l'ONU et la fonction publique internationale, sur le rôle et le fonctionnement des missions permanentes et, enfin, sur les activités d'information et la bibliothèque de l'ONU.

19. Chaque séance a été dirigée par un animateur, avec le concours de deux orateurs. Elles ont toutes commencé par de brèves présentations du sujet par l'animateur et les orateurs, auxquelles ont succédé un dialogue et des débats entre les participants. Comme pour les autres programmes de l'UNITAR, une liste de lectures recommandées avait été diffusée à l'avance et à la fin du cours les participants ont évalué celui-ci en formulant par écrit leurs idées, suggestions et observations. On trouvera à l'annexe IV des indications détaillées, par pays, sur la participation à ce programme.

### 2. Cours sur les procédures de l'Assemblée générale à l'intention des nouveaux membres des missions

20. En vue d'améliorer le fonctionnement de l'ONU, l'UNITAR a pris l'importante initiative d'organiser pour la première fois à l'intention des nouveaux membres des délégations à l'Assemblée, une série de séminaires d'une durée totale de trois jours sur les procédures de l'Assemblée générale. C'est le Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale qui avait suggéré dans son rapport à la vingt-sixième session de l'Assemblée d'encourager l'UNITAR à organiser un programme spécial de formation d'une journée portant sur les procédures et les méthodes de travail de l'Assemblée générale, ce qui serait utile aux nouveaux membres des délégations 1/.

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 26 (A/8426), par. 355 et 356.

21. Conduits en anglais, en espagnol et en français, ces séminaires visaient à donner aux représentants une idée générale des buts, fonctions, procédures et méthodes de travail de l'Assemblée générale et de ses commissions.

22. Ces séminaires ont fait bénéficier les participants d'une orientation en ce qui concerne les questions suivantes : buts, fonctions, méthodes de travail et procédures de l'Assemblée générale et de ses grandes commissions, rédaction des résolutions, presse et information, bibliothèque.

23. Les missions permanentes lui ayant su gré de cette initiative, l'Institut organisera des séminaires semblables à l'intention des nouveaux membres des délégations à la vingt-septième session de l'Assemblée générale.

### 3. Cours sur le fonctionnement et les procédures du Conseil économique et social

24. L'UNITAR a pris une autre initiative en vue d'améliorer le fonctionnement de l'ONU en organisant pour la première fois également à l'intention d'un groupe de participants choisis parmi les membres des missions permanentes et les fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU dont les tâches se rapportent au fonctionnement du Conseil, un cours sur le fonctionnement et les procédures du Conseil économique et social. Ce cours a eu lieu au Siège de l'ONU du 23 au 27 août 1971.

25. Les six questions traitées dans le cadre de ce cours étaient les suivantes : considérations générales sur le Conseil, définition des principes d'action, coordination et programmation, commissions régionales et techniques, procédures de prise de décisions, amélioration et réorganisation. Des ambassadeurs, de hauts fonctionnaires internationaux et des universitaires suivant de très près les travaux du Conseil ont fait fonction de professeurs.

26. Ces personnalités ont fait des exposés sur les questions importantes et les participants ont ensuite procédé à des échanges de vues. En outre, plusieurs participants avaient préparé des exposés sur des questions précises traitées dans le cadre du cours; ces exposés ont été distribués à toutes les personnes présentes et ont servi de base de discussion.

27. Pendant le cours, les résultats préliminaires des études du Département de la recherche sur l'analyse de la teneur des résolutions du Conseil et sur les processus de prise de décision de cet organe ont été présentés pour discussion par les auteurs de ces études.

### 4. Cours sur le système monétaire international

28. Organisé au Siège de l'ONU du 22 au 25 février 1972, ce cours a comporté une description du système monétaire international et un examen des causes de la crise monétaire internationale de 1971. Il avait pour objet de permettre aux

membres des missions chargées de traiter cette question dans le cadre des organes de l'ONU de mieux connaître et de mieux faire comprendre les faits nouveaux récemment survenus à cet égard et, en particulier, leurs répercussions sur les pays en voie de développement. Les participants ont aussi débattu de la question d'une réforme du système et du rôle que l'ONU pourrait jouer dans ce domaine.

29. Les sujets suivants ont notamment été traités : situation monétaire dans le monde - problèmes et cadres; crise et stabilité du système monétaire international; taux de change flexibles - perspectives pour les pays en voie de développement; répercussion des faits nouveaux récemment survenus sur le plan monétaire; alignement monétaire; mouvements des capitaux et investissements - leurs répercussions sur l'aide.

30. Les personnes désignées par les missions pour assister à ce cours ont été si nombreuses (37 participants appartenant à 31 missions) qu'il a fallu organiser les séances dans une salle de conférence plus grande que celle prévue à l'origine. On trouvera à l'annexe IV des indications sur la participation par pays.

31. Un certain nombre d'universitaires de marque et de hauts fonctionnaires du Secrétariat ont fait fonction de professeurs. La Columbia University School of International Affairs a collaboré avec l'Institut pour la conduite du cours.

#### 5. Cours sur les procédures budgétaires et financières de l'ONU

32. Organisé au Siège de l'ONU du 24 au 28 avril 1972, ce cours était conçu à l'intention des membres des missions permanentes et des fonctionnaires du Secrétariat s'intéressant aux questions budgétaires et financières qui se posent à l'ONU.

33. Les exposés faits par des experts et les discussions ont porté sur les questions suivantes : pratiques budgétaires et financières de l'ONU; pratiques budgétaires et financières du Programme des Nations Unies pour le développement; rôle des organes législatifs chargés d'examiner les budgets dans l'élaboration de ceux-ci et les liens entre les budgets et l'ambiance politique; questions de programmation, d'établissement du budget, de financement, de comptabilité, de reddition et de vérification des comptes; examen et analyse du processus budgétaire; réalisation de budgets-programmes et objectifs de ce système; estimation des besoins en effectifs et planification; analyse et examen des programmes et techniques d'analyse sur le plan coûts/avantages ainsi que celui de la recherche de systèmes et de la recherche opérationnelle. Outre les exposés des experts, une monographie a été présentée pour examen et discussion.

34. Les évaluations écrites du cours par les participants ont indiqué que cette expérience leur avait paru extrêmement précieuse et que l'on pouvait y puiser des idées utiles pour l'avenir. Certains participants étaient des fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU, d'autres des membres des missions permanentes. On trouvera à l'annexe IV des indications par pays sur la participation au cours.



## D. Formation en matière de développement et de coopération technique

### 1. Programmes régionaux consacrés aux techniques et aux procédures des Nations Unies en matière d'assistance technique

35. Un séminaire d'une durée de deux semaines sur les techniques et les procédures des Nations Unies en matière d'assistance technique a été organisé pour la région des Antilles à Bridgetown (Barbade) du 22 novembre au 3 décembre 1971; il y avait 14 participants, dont deux fonctionnaires des bureaux extérieurs du PNUD. Un autre séminaire a été organisé à Genève du 12 au 23 juin 1972 pour les pays d'Europe et du Moyen-Orient. Il y avait six participants, dont un représentant résident adjoint du PNUD. Les participants des pays desservis par le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth ont en outre passé une semaine dans cette ville afin de se familiariser avec le fonctionnement de ce Bureau. Ces deux cours ont été consacrés à un examen général des sources multilatérales d'assistance technique et à des questions connexes.

36. L'expérience acquise grâce aux séminaires régionaux consacrés l'an passé à cette question a été mise à profit, et des exercices pratiques ont complété les discussions et les échanges de vues entre les membres du Groupe et avec les fonctionnaires des organismes des Nations Unies, du PNUD et de l'UNITAR. Les participants étaient des fonctionnaires de rang moyen chargés de la coordination de l'aide internationale reçue par leur pays. Ils ont été unanimes à estimer que cet échange d'informations avait concouru de manière appréciable à leur permettre de mieux comprendre le rôle de l'assistance technique en général et du système d'assistance technique des Nations Unies en particulier. On trouvera à l'annexe V des indications par pays sur la participation à ces deux séminaires.

### 2. Séminaires régionaux sur les achats internationaux

37. L'UNITAR a entrepris en 1971 un programme de formation en matière d'achats internationaux financé grâce à une subvention de la SIDA (Office suédois de développement international). Le programme prévoit quatre séminaires régionaux durant chacun trois semaines. Le premier séminaire a eu lieu à Nairobi en mars 1972 avec 19 participants originaires de huit pays anglophones d'Afrique; le deuxième a été organisé à Bangkok en mai 1972 et 18 fonctionnaires chargés des achats y sont venus de 11 pays d'Asie. Les participants avaient été choisis à la suite d'entretiens avec le Directeur du programme au cours de son voyage en Afrique et en Asie en août et septembre 1971. On prépare actuellement un troisième séminaire qui doit avoir lieu à Dakar en novembre 1972 à l'intention des pays francophones d'Afrique; le dernier séminaire de la série est prévu à Santiago en mars 1973 à l'intention des pays d'Amérique latine.

38. Ce programme a pour objet d'aider les fonctionnaires des pays en voie de développement chargés des achats à se perfectionner dans les techniques d'achat de biens et de location de services à l'échelle internationale. Leur attention est surtout appelée sur les problèmes commerciaux et juridiques posés par les transactions avec les fournisseurs étrangers. Les méthodes de choix des sources

les plus avantageuses sont examinées et les éléments essentiels des contrats analysés. Les commissions économiques régionales fournissent un appui administratif et technique et les représentants résidents du Programme des Nations Unies pour le développement jouent un rôle actif en recrutant les participants. Plusieurs autres organisations internationales donnent des avis et apportent un concours, notamment la Banque mondiale et la Communauté économique européenne. On trouvera à l'annexe VI des indications par pays sur la participation à ces deux séminaires.

### 3. Enquête sur la formation en matière d'administration du développement

39. Se rendant compte que les efforts déployés par les organismes d'aide internationale pour préparer les populations des pays en voie de développement à poursuivre les activités entreprises au titre des projets bénéficiant d'un financement extérieur après le départ des experts étrangers n'avaient pas rencontré le succès espiéré, l'UNITAR a entrepris une enquête (la première de ce genre) sur les activités de formation des divers organismes d'aide - multilatéraux, bilatéraux, gouvernementaux et privés - dans le domaine de la coopération technique, du développement et de l'administration du développement.

40. Les spécialistes de la formation interrogés dans le cadre de l'enquête ont confirmé que les compétences nécessaires pour exécuter les plans et projets de développement n'étaient pas transférés comme il convenait et ont expliqué que leurs optiques et leurs méthodes et moyens d'enseignement, élaborés dans les pays développés, s'étaient révélés mal adaptés; de nouvelles techniques non classiques d'enseignement et des moyens de formation mis au point sur place étaient donc indispensables. Les spécialistes ont fait observer qu'une autre raison importante des lacunes constatées dans l'exécution des projets tenait au fait que les experts ne connaissaient pas les conditions régnant dans les pays où ils étaient envoyés. Ils ont souligné la nécessité de faire bénéficier les experts d'une orientation suffisante et de créer un centre d'information sur le développement en général. Il a aussi été suggéré que cette fonction devrait être remplie par l'UNITAR.

41. En fonction de cette enquête, l'UNITAR a entrepris de nouvelles recherches préliminaires en vue d'élaborer un projet pilote tendant à apporter un concours immédiat aux programmes de formation relatifs à six pays représentatifs choisis sur la liste des pays en voie de développement les moins avancés approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2768 (XXVI). On pense que ces travaux serviront de base à de nouveaux efforts en vue d'introduire de nouvelles techniques d'enseignement et de mieux orienter les experts. Ils permettront aussi d'étudier la possibilité de créer un centre d'orientation et d'échange d'informations pour rendre les activités de formation plus efficaces. Le Centre canadien de recherches sur le développement international a coopéré avec l'UNITAR pour mener à bien ces travaux préparatoires.

### 4. Séminaire interrégional sur la coopération technique

42. Depuis 1966, l'UNITAR organise chaque année un séminaire interrégional sur la coopération technique et financière en vue de permettre aux fonctionnaires des pays bénéficiant d'une aide qui sont chargés, à l'échelon le plus élevé, de

coordonner l'aide extérieure, de mieux connaître et de mieux comprendre les principes et les méthodes de tous les types d'aide technique et financière extérieure - multilatérale et bilatérale, privée et publique - offerts aux pays en voie de développement.

43. Quarante-six candidatures ont été présentées pour le séminaire de 1971 et 15 participants ont été sélectionnés : 12 fonctionnaires nationaux et trois représentants résidents adjoints du PNUD. Ce séminaire s'est tenu du 27 août au 30 octobre 1971 et a fourni l'occasion de procéder en divers endroits à des échanges de vues avec des sources d'aide multilatérale et bilatérale : l'OIT, l'OMS et la CNUCED à Genève, l'ONUDI et l'AIEA à Vienne, la FAO à Rome, l'UNESCO, l'OCDE et l'aide publique bilatérale française à Paris, le Ministry for Overseas Development et l'aide bilatérale privée du Royaume-Uni à Londres, l'aide technique et économique de l'URSS à Moscou, plus une visite dans une zone de développement, la BIRD, le FMI, la BID et l'Agency for International Development des Etats-Unis à Washington, plus la visite d'une zone de développement à Porto Rico et des réunions d'information organisées par l'International Exchange Commonwealth du Département d'Etat. Les problèmes généraux du développement ont aussi été traités. On trouvera à l'annexe V des indications par pays sur la participation à ce séminaire.

44. Le séminaire de 1971 a été jugé utile par les participants, qui ont recommandé que l'on organise un autre programme du même type mais de moindre durée. Toutefois, un groupe présidé par M. H. E. Caustin, que le Directeur général a constitué pour revoir les programmes de formation de l'UNITAR dans le domaine de la coopération technique et économique et dont il a fait mention dans son rapport à la vingt-sixième session de l'Assemblée générale, a fait plusieurs recommandations comprenant notamment des propositions de nouvelles activités dans le domaine général de l'administration du développement. Comme il est difficile de libérer de hauts fonctionnaires pour un séminaire d'une durée de huit semaines, on a décidé d'interrompre la série des séminaires interrégionaux, au moins pour le moment.

45. On a décidé en conséquence d'entreprendre un nouveau programme qui sera exécuté chaque année si l'on dispose des fonds nécessaires et qui comprendra deux éléments différents, étroitement liés entre eux et avec les activités envisagées pour l'Ecole des cadres. On n'a pas disposé en 1972 des fonds nécessaires mais on espère les obtenir en 1973.

46. Les deux éléments du programme seront un colloque et un cours de formation, organisés dans la même région. On envisage de commencer en 1973 par l'Amérique latine. Le colloque durera deux semaines et la participation de fonctionnaires nationaux à l'échelon le plus élevé et d'autres personnalités telles que des dirigeants syndicaux sera recherchée. Le cours durera six semaines et sera destiné à des fonctionnaires de rang moyen chargés de la planification et de l'exécution des projets de développement de différents ministères. Le thème principal du colloque et du cours sera l'examen de la notion de développement - les objectifs et les méthodes, le rôle du système des Nations Unies sur les plans théorique et pratique et la question des ressources nécessaires, ainsi que des moyens et mécanismes propres à atteindre les objectifs fixés.

E. Programmes de bourses et de formation dans le domaine du droit international en vertu de la résolution 2099 (XX) de l'Assemblée générale

47. Comme par le passé, l'UNITAR a été chargé d'exécuter la majeure partie du Programme d'assistance des Nations Unies tendant à favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international, programme institué par l'Assemblée générale dans la résolution 2099 (XX). Conformément à la demande de l'Assemblée générale, l'UNITAR mène à bien le cycle de colloques régionaux et de cours de formation et d'entretien prévu par la résolution et est chargé de l'administration du programme de bourses en matière de droit international qu'il exécute en collaboration avec l'ONU. Le programme d'assistance vise à aider les pays en voie de développement à former des spécialistes du droit international et à favoriser les contacts officiels et les échanges de vues entre des fonctionnaires des services juridiques des gouvernements et des professeurs de droit international originaires des diverses régions du monde.

48. La participation de l'UNITAR au programme d'assistance en matière de droit international a permis de diminuer de moitié les crédits qu'il aurait fallu, sinon, ouvrir chaque année au budget ordinaire de l'ONU pour couvrir le coût de ce programme.

49. On procède actuellement à des discussions en vue de fixer la date et le lieu du cours régional de formation et d'entretien en matière de droit international pour l'Amérique latine. Ce cours, qui durera trois semaines, est conçu de manière à fournir à de jeunes professeurs de droit international dans les universités et à des fonctionnaires des services juridiques des gouvernements d'Amérique latine l'occasion de mettre à jour et d'approfondir leur connaissance du droit international. Deux questions ont été choisies comme sujets d'étude : la Convention de Vienne sur le droit des traités, et le droit de la mer.

50. Des travaux préparatoires viennent d'être entrepris en vue du colloque régional sur le droit international que l'on compte organiser en Asie en 1973. L'objet de ce colloque, qui durera deux semaines, est de permettre à des hauts fonctionnaires des pays d'Asie et à des universitaires de cette région de se rencontrer pour débattre dans une atmosphère détendue des problèmes de droit international intéressant la région. L'UNITAR reste en contact étroit avec les gouvernements intéressés et avec le Service juridique de l'ONU pour l'organisation de ce colloque.

51. Au cours de l'année considérée, l'UNITAR a été chargée de l'administration et de la conduite du programme de bourses en matière de droit international qu'il exécute en collaboration avec l'ONU. Au titre du programme de 1971, 20 bourses ont été accordées à des fonctionnaires et à des universitaires de toutes les régions du monde. La durée des bourses variait en fonction du type d'études poursuivies par chaque boursier. Les deux tiers d'entre eux ont reçu pendant trois mois une formation pratique dans les services juridiques de l'ONU ou des institutions associées, ou encore à l'UNITAR. D'autres, qui s'intéressaient

d'avantage à la théorie, ont suivi les cours de recherche offerts au Centre d'études et de recherches de l'Académie de droit international de La Haye. La plupart des boursiers avaient suivi auparavant le cours de droit international public de l'Académie de La Haye et avaient participé à une série de conférences et de séminaires spéciaux organisés à leur intention par l'UNITAR. Quelques-uns, qui n'avaient pas pris part à ces activités, avaient assisté au séminaire sur le droit international organisé par l'Office des Nations Unies à Genève parallèlement à la session de la Commission du droit international.

52. Un programme analogue a été organisé en 1972 et des bourses ont été accordées à des candidats originaires de 21 pays.

#### F. Chercheurs stagiaires

53. L'UNITAR offre un programme au titre duquel les personnes désireuses d'effectuer des recherches ou de mener à bien d'autres travaux liés aux objectifs de l'Institut peuvent être accueillies par celui-ci. Ces personnes sont choisies parmi les titulaires d'un doctorat et les jeunes professeurs d'université, d'une part, et les étudiants diplômés ayant fait de brillantes études universitaires, d'autre part. L'UNITAR n'assume aucune responsabilité financière à l'égard de ces personnes et doit être assuré de l'appui financier du gouvernement ou de l'institution qui les parraine.

54. Au cours de l'année, deux chercheurs, un Canadien et un Britannique, et trois étudiants, originaires respectivement de Gambie, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, se sont consacrés à l'examen de divers problèmes concernant les Nations Unies. De jeunes stagiaires originaires d'Autriche, du Canada, de Ceylan, des Etats-Unis, du Ghana, de l'Inde, du Nigéria, de la République fédérale d'Allemagne et de la Thaïlande ont passé plusieurs mois à New York, au siège de l'UNITAR, pour effectuer des recherches sur diverses questions. En outre, l'UNITAR a supervisé durant l'été de 1971 les travaux de quatre jeunes stagiaires choisis par l'Institut parmi les étudiants qui avaient été acceptés au titre du programme de stages du Service de l'information de l'ONU. Plusieurs stagiaires seront également invités dans les mêmes conditions à travailler à l'Institut durant l'été de 1972.

### III. RECHERCHE ET ACTIVITES CONNEXES

#### A. Politiques et ordre de priorités

55. Les politiques et priorités qui orientent les activités de recherche de l'UNITAR ont été adoptées par le Conseil d'administration à sa session de septembre 1969 sur la base d'un rapport présenté par le Directeur général 2/. Des sujets particuliers, se situant dans les grands domaines d'intérêt approuvés par le Conseil, ont été choisis en fonction des intérêts et des besoins exprimés par le Secrétaire général et par d'autres organes compétents des Nations Unies.

56. Le statut de l'Institut lui assignant la tâche d'effectuer des recherches en vue d'accroître l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies, le programme de recherche de l'UNITAR a été axé essentiellement sur les structures et les procédures de l'ONU ayant trait aux objectifs principaux de l'Organisation, en particulier pour ce qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales et de favoriser le développement économique et social. Qui plus est, même lorsque l'Institut a entrepris des recherches particulières sur demande, ses travaux ont été inspirés par ses préoccupations essentielles, à savoir le fonctionnement de l'Organisation et les moyens propres à améliorer, dans l'ensemble, son efficacité. Au cours de l'année écoulée s'est encore affirmée la tendance de l'UNITAR à faire porter l'essentiel de ses efforts sur le thème de "l'efficacité" et à donner la première place aux études qui ont directement trait aux possibilités de l'Organisation et aux problèmes que pose la mise en application de ses décisions.

57. En observant cette orientation essentielle, l'UNITAR a évité d'empiéter sur les travaux d'autres institutions et organismes des Nations Unies. Lorsqu'il a entrepris des travaux portant sur des sujets qui rentrent dans les attributions d'autres services des Nations Unies (comme dans le cas de la Conférence de Stockholm), il l'a fait sur la demande de ce service ou après l'avoir consulté, pour éviter tout double emploi. En outre, quel que soit le projet qu'il entreprenne, l'Institut s'efforce de maintenir des contacts étroits avec les autres organismes concernés des Nations Unies et, le cas échéant, avec des organisations qui ne sont pas reliées aux Nations Unies mais qui s'intéressent au sujet considéré. Il est resté en rapports suivis avec l'UNESCO pour toute une série de travaux et, parallèlement, a tenu fréquemment des consultations avec les autres institutions spécialisées et avec les départements du Secrétariat de l'ONU qui s'intéressent aux études de l'UNITAR. Dans certains cas, des programmes ont été mis en route dans d'autres institutions à la suite des travaux de l'UNITAR et le Directeur général et le Conseil d'administration ont alors décidé que l'UNITAR abandonnerait son projet pour prévenir des chevauchements inopportuns. A plusieurs occasions, l'UNITAR a communiqué les premiers résultats de ses recherches aux autres organismes intéressés des Nations Unies et les a périodiquement mis au courant des méthodes employées et des résultats obtenus. Cette façon de procéder a été récemment illustrée, dans le cas de l'exode des compétences, par la coopération entre les fonctionnaires de l'UNITAR spécialistes de ce sujet et l'OMS.

---

2/ Ibid., vingt-quatrième session, Supplément No 15 (A/7615), annexe VI.

58. Conformément aux objectifs essentiels de l'UNITAR, ces études sont effectuées à l'intention particulière des gouvernements et des fonctionnaires internationaux habilités à prendre des décisions dans le domaine considéré. Ceci implique l'emploi d'une terminologie accessible aux personnes ayant des connaissances pratiques plutôt que théoriques. On s'attache à ce que les études de l'UNITAR permettent de comprendre plus clairement les problèmes, analysent les différentes marches à suivre éventuelles et (le cas échéant) énoncent des conclusions en vue d'aider les Etats Membres et le Secrétaire général à définir des politiques et les mesures propres à les faire appliquer. En règle générale, l'achèvement d'une étude ne met pas fin à l'examen d'un problème et l'UNITAR prévoit habituellement des activités complémentaires : organisation de séminaires ou colloques, publication d'articles ou entretiens avec des représentants de gouvernements et des fonctionnaires internationaux.

## B. Analyse des activités et des procédures de l'Organisation des Nations Unies

### 1. Relations entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations inter-gouvernementales régionales

59. Peu de problèmes d'organisation à l'échelon international semblent préoccuper davantage les gouvernements et les organisations intéressées elles-mêmes que la multiplication désordonnée d'organisations intergouvernementales insuffisamment contrôlées et la prolifération de leurs activités. Les chevauchements de travaux et les gaspillages qui en résultent grèvent lourdement les ressources financières et les ressources en personnel des gouvernements.

60. A la demande du Secrétaire général U Thant et après examen et approbation par le Conseil d'administration, l'UNITAR a effectué des recherches sur les relations entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations intergouvernementales régionales non reliées à l'ONU. Le but de ces recherches était :

a) D'analyser les problèmes essentiels dus à la multiplication des organisations intergouvernementales à l'échelon mondial et régional et les modalités d'implantation d'un système d'organisations plus rationnel et plus efficace;

b) D'analyser les domaines de coopération et les points où l'Organisation des Nations Unies et les principales organisations régionales n'appartenant pas à l'ONU sont en concurrence ou en conflit de juridiction, et d'évaluer l'efficacité des pratiques de coopération existantes, en vue de proposer, le cas échéant, leur modification.

61. Un ancien secrétaire général du Conseil de l'Europe, sir Peter Smithers, a été nommé chercheur hors classe à l'UNITAR. Il a été chargé de rédiger un mémoire détaillé sur le premier de ces deux aspects et de diriger la préparation de plusieurs études régionales portant sur le second aspect.

62. Un mémoire exhaustif ayant trait aux contrôles gouvernementaux et aux conditions requises pour rendre efficaces les relations entre l'Organisation des

Nations Unies et les organisations régionales non reliées à l'ONU a été achevé. Ce mémoire décrit la condition présente des organisations intergouvernementales et les causes de la tendance actuelle à abandonner l'universalisme pour le régionalisme, analyse les aspects négatifs du processus de prise de décisions, qu'il s'agisse des gouvernements ou des organisations intergouvernementales, lorsqu'elles adoptent leurs programmes de travaux, et recommande certaines réformes de structure à ces deux échelons afin d'assurer plus d'efficacité au contrôle gouvernemental et d'éviter autant que possible les chevauchements dispendieux de travaux et les rivalités entre organisations intergouvernementales. Il explore également, région par région, les possibilités d'établir à l'avenir des relations plus efficaces entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations intergouvernementales qui ne lui sont pas reliées. Les idées et les conclusions de ce mémoire ont servi de thème à la Conférence de week-end de l'UNITAR qui s'est tenue au Liechtenstein au début de juillet 1972. Le rapport de cette conférence et les suggestions présentées par les participants seront disponibles en septembre 1972.

63. Les études distinctes portant sur les rapports qu'entretient l'Organisation des Nations Unies avec les principales organisations régionales non reliées à l'ONU, études qui ont été achevées dans le courant de 1971 et de 1972, ont constitué une source donnée de base pour l'étude générale. Celle qui a trait aux relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine (OUA), préparée par un associé de l'UNITAR, sera publiée sous forme de livre dans les premiers mois de 1973. La partie qui concerne les rôles respectifs de l'ONU et de l'OUA dans le règlement des différends survenant entre Etats africains a déjà été publiée comme monographie séparée (Série des études de l'UNITAR sur le règlement des différends par des moyens pacifiques - No 4).

64. Les études sur les relations avec le Conseil de l'Europe, préparées par un fonctionnaire de rang élevé du Conseil, ainsi que celles qui ont trait aux communautés européennes et à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), préparées par le Directeur du Centre d'affaires internationales John F. Kennedy à Tilburg (Pays-Bas), ont été revues par un groupe international composé de diplomates et de fonctionnaires de rang élevé appartenant à l'Organisation des Nations Unies et aux trois organisations régionales intéressées. On pense qu'elles seront publiées durant le second semestre de 1972.

65. Le manuscrit de l'étude sur les relations avec l'Organisation des Etats américains (OEA), préparée par un chercheur de l'UNITAR, a été considérablement révisé en vue de sa publication, prévue pour le début de 1973.

66. Une étude des relations de l'Organisation des Nations Unies avec quatre organisations intergouvernementales d'Asie et d'Extrême-Orient - le Plan de Colombo, l'Organisation asiatique de productivité, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et le Conseil de l'Asie et du Pacifique - préparée par un professeur de sciences politiques de l'Université d'Hawaii, a été achevée. Elle a été revue par un groupe de lecteurs et sera publiée au cours du second semestre de 1972.

67. En outre, des documents de base sur les relations de l'Organisation des Nations Unies avec la Ligue des Etats arabes et avec le Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM) ont été fournis par les secrétariats de ces deux organisations régionales.



68. Au cours de l'exécution de ce projet, des consultations exhaustives ont eu lieu avec les divers services du Secrétariat de l'ONU et des commissions économiques régionales intéressées, de même qu'avec les organisations régionales extérieures à l'ONU et visées par le projet, auquel la Fondation Volkswagen a accordé un appui financier.

2. Bons offices, médiation et procédures consultatives au sein de l'Organisation des Nations Unies (règlement pacifique des différends)

69. Il n'est pas inutile de rappeler que la recherche sur les procédures de règlement pacifique a été citée au nombre des domaines d'études proposés par l'UNITAR dans la note relative aux objectifs et programmes proposés pour l'Institut que le Secrétaire général a présentée à l'Assemblée générale en 1964. Certaines délégations ont fait leur proposition relative au règlement pacifique et le Conseil d'administration a approuvé par la suite un programme de recherche dans ce domaine. Des fonds spécialement affectés à des études sur le règlement pacifique ont été offerts par le Rowntree Trust de Grande-Bretagne, la Fondation Volkswagen en République fédérale d'Allemagne, et le Secrétaire général, qui les a prélevés sur le Beulah Edge Fund, qu'il administre.

70. Pour constituer une base à ses travaux dans ce domaine, l'Institut a réuni un groupe de diplomates et d'universitaires éminents et leur a soumis une étude intitulée "Règlement pacifique des différends : idées et propositions de recherche". Le groupe comptait également des fonctionnaires de rang supérieur du Secrétariat, notamment le regretté Ralph Bunche, ainsi que des représentants du Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité. Le groupe a recommandé plusieurs thèmes de recherche et d'analyse dans ce domaine, auquel il a proposé que l'UNITAR accorde une priorité élevée.

71. Dans une première phase des travaux, l'objectif essentiel des études a été d'éclairer le rôle des tierces parties - qu'il s'agisse d'institutions ou de particuliers - qui opèrent dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et d'examiner en particulier les diverses méthodes et procédures qui peuvent être appliquées au règlement des différends et des situations qui risquent de mettre en danger la paix et la sécurité internationales. L'accent a été mis sur les procédures et méthodes mises au point dans les dernières années, en particulier celles qui ont un caractère officieux et original.

72. Au cours de la période considérée, l'UNITAR a publié deux autres études sur le règlement pacifique des différends. La première, intitulée Consultations et consensus : un aspect du fonctionnement du Conseil de sécurité, examine une tendance apparue relativement récemment dans les procédures que l'Organisation des Nations Unies applique aux situations pouvant mettre en danger la paix et la sécurité internationales. Le fait que cette tendance n'ait pas été analysée auparavant dans les livres ou les articles des spécialistes est dû à ce que les documents officiels du Conseil de sécurité sont peu révélateurs pour une personne extérieure à l'Organisation. L'auteur a pu cependant se baser, pour les données utilisées dans cette étude, sur une expérience et des connaissances acquises au cours de 25 années passées au Secrétariat comme fonctionnaire de rang élevé affecté au service du Conseil de sécurité.

73. La seconde étude, Règlement pacifique des différends survenant entre Etats africains : rôles respectifs de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de l'unité africaine, examine les efforts complémentaires des organisations régionales - en l'occurrence l'OUA - dans le règlement des différends régionaux par l'Organisation des Nations Unies.

74. Le rôle du Secrétaire général est examiné dans un autre travail de recherche extrêmement important ayant trait aux procédures qui s'offrent à l'Organisation des Nations Unies pour le règlement pacifique des différends. Intitulé "Action discrète : une étude des bons offices du Secrétaire général de l'ONU", cet ouvrage étudie la nature et la portée des bons offices du Secrétaire général. Se fondant sur l'étude d'un certain nombre de cas, l'auteur, qui a une longue expérience de représentant à l'Assemblée générale et a siégé comme Président de sa Commission des questions juridiques, étudie les limites et les possibilités d'une activité diplomatique exercée par le chef de l'Organisation. Cette étude est actuellement révisée en fonction des observations présentées par un groupe de diplomates, de chercheurs et de fonctionnaires internationaux que l'UNITAR a coutume de réunir avant de publier un ouvrage, et sa publication est prévue pour la fin de 1972.

75. Une autre étude, dont l'avant-projet a été achevé, examine les concepts relatifs à la procédure de médiation et de bons offices envisagée sous l'angle de l'expérience que possède en la matière l'Organisation des Nations Unies. Cette étude sera examinée par des experts et l'UNITAR s'en servira pour la formation.

76. Trois autres études sont en cours. La première, sur le règlement des différends survenant entre les membres de l'Organisation des Etats américains, est conçue comme un ouvrage parallèle à l'étude sur l'OUA (voir par. 63 ci-dessus). La deuxième, que prépare un chercheur travaillant au Bureau de Genève de l'UNITAR, dont il est stagiaire, s'attache à l'importance que revêtent les consultations diplomatiques considérées comme procédure de règlement des conflits. La troisième examine les procédures auxquelles on a recours pour régler les différends frontaliers. Leur publication est prévue pour 1973.

77. L'UNITAR poursuit son programme de recherche dans le domaine du règlement pacifique des différends en prenant grand soin de s'assurer que ses activités ne font pas double emploi avec des travaux exécutés ou projetés par d'autres institutions ou par des départements ou organes de l'ONU. A cet effet, il consulte des fonctionnaires du Secrétariat, en particulier au Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité, au Cabinet du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales ainsi qu'au Service juridique.

78. L'UNITAR a également gardé le contact avec l'UNESCO en ce qui concerne les programmes que cette organisation entreprend dans le domaine de la recherche de la paix et du règlement des conflits 3/. Le Directeur général de l'UNESCO a invité l'UNITAR à participer aux réunions de ses groupes consultatifs chargés de s'occuper de ces questions et a suggéré qu'il pourrait être souhaitable d'établir une

---

3/ UNESCO. Conférence générale, dix-septième session, Paris 1972 : projet d'esquisse de plan à moyen terme pour 1973-1978, document 17, C/4, p. 154, par. 3093.

collaboration permanente. Des consultations ont également eu lieu avec des organisations régionales et des organismes non gouvernementaux de caractère scientifique afin que l'UNITAR puisse être parfaitement renseigné sur les travaux entrepris ailleurs et, le cas échéant, bénéficier de l'assistance de ces organismes.

79. Par ailleurs, l'UNITAR a cherché, pour ses travaux dans ce domaine, à maintenir des liens avec la communauté diplomatique et en particulier avec les missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies. Chaque étude de l'UNITAR sur le règlement pacifique est présentée à un groupe de personnes où figurent plusieurs représentants permanents et autres membres de missions originaires de diverses régions du monde et appartenant à des systèmes politiques et sociaux différents. Ces groupes examinent les projets de textes et il est tenu compte de leurs observations et suggestions lors de la rédaction de la version définitive. On fait en outre usage de ces études dans des cours de formation à l'intention des diplomates, et l'on a entamé des travaux préparatoires en vue d'organiser un cours spécialement consacré à ces questions et qui sera donné au Siège et peut-être aussi à Genève.

80. Les études de l'UNITAR sur le règlement pacifique des différends ne sont pas seulement envoyées à des fonctionnaires et à des diplomates; elles sont également vendues dans le monde entier à des chercheurs et à des étudiants intéressés. Elles sont de plus en plus souvent citées dans des textes universitaires et utilisées pour les cours d'enseignement supérieur. L'UNITAR continue à recevoir de spécialistes appartenant à des milieux officiels et universitaires des propositions l'engageant à poursuivre ses travaux dans ce domaine; un nombre considérable de sujets nouveaux ont été suggérés pour servir de thèmes à des études de cet ordre. On espère pouvoir disposer de fonds spécialement affectés à cet effet pour maintenir au présent niveau les travaux effectués dans ce domaine.

### 3. L'Organisation des Nations Unies et les moyens d'information

81. Dans l'Introduction au rapport annuel qu'il a présenté à l'Assemblée générale lors de sa vingt et unième session <sup>4/</sup>, le Secrétaire général a déclaré que "si beaucoup a été fait, au cours des années, pour que le public dans le monde entier connaisse et comprenne mieux les travaux, les méthodes et les objectifs de l'Organisation, cette action demeure incomplète quant à son résultat et n'a pas touché également les diverses régions du monde".

82. Cette constatation, et l'intérêt exprimé personnellement par le Secrétaire général pour une étude que l'UNITAR entreprendrait sur les renseignements dont le public dispose concernant les Nations Unies, ont eu pour conséquence directe qu'en septembre 1966, le Conseil d'administration a approuvé ce projet dont les résultats sont consignés dans un volume intitulé L'Organisation des Nations Unies et les moyens d'information. Cet ouvrage est actuellement sous presse.

---

<sup>4/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément No 1A (A/6301/Add.1).

83. Compte tenu des progrès techniques réalisés depuis un quart de siècle, de l'augmentation du nombre des Membres des Nations Unies et de l'élaboration, par l'Organisation, de programmes particuliers dans des domaines tels que la qualité de l'environnement, on trouve dans la position du Secrétaire général le reflet des questions que se posent de plus en plus souvent les diplomates, les fonctionnaires internationaux, les chercheurs et d'autres simples particuliers, préoccupés de savoir si les peuples du monde sont renseignés aussi complètement que possible sur les objectifs et les activités de l'Organisation des Nations Unies. L'étude d'ensemble de l'UNITAR et les arguments quantitatifs qui l'appuient situent dans une nouvelle perspective nombre de facteurs dont il faut tenir compte pour déterminer les politiques et les pratiques de l'Organisation des Nations Unies en matière d'information si l'on veut que les peuples du monde soient aussi bien informés que possible.

84. S'il est vrai qu'informer les peuples du monde sur l'Organisation des Nations Unies est un problème très complexe qui fait intervenir de nombreux facteurs connexes, l'UNITAR, dans cette étude, fait oeuvre de pionnier, lorsqu'il examine de façon systématique la place réservée dans le monde aux activités de l'ONU par les principaux moyens d'information. On n'avait encore jamais tenté pareille étude exhaustive du volume global d'informations concernant l'Organisation des Nations Unies, en utilisant des instruments d'évaluation et d'analyse mis au point grâce aux recherches modernes en matière de communications.

85. Ayant comme éléments de fond le souci d'amener le public à comprendre l'Organisation des Nations Unies et l'apathie que manifeste le public au regard de l'Organisation, l'étude examine la situation de l'information concernant l'ONU en fonction de l'image qu'en donnent dans le monde la presse, la radio et la télévision. Les auteurs décrivent les divers aspects de l'information dans ce domaine et se donnent pour but de suggérer comment mieux informer les peuples du monde des objectifs et des activités de l'ONU. Ils exposent des conclusions sur la base desquelles sont formulées des recommandations, compte tenu des changements survenus depuis les 25 ans qu'existe l'Organisation. Un groupe de l'UNITAR qui a examiné certaines des conclusions du projet a suggéré qu'il devrait être suivi de nouvelles recherches et a formulé un certain nombre de recommandations à ce sujet.

86. L'étude donne des renseignements sur la place faite à l'Organisation des Nations Unies par 1 087 organes de presse dans 50 pays, 183 organes radiophoniques dans 41 pays et 86 organes de télévision dans 32 pays, et présente des comparaisons entre les divers moyens d'information et les différentes régions. Elle examine également les facteurs techniques et les considérations coût-rendement qui peuvent influencer sur la place réservée aux Nations Unies par les moyens d'information.

87. Dans un chapitre consacré à l'Organisation des Nations Unies considérée comme source d'actualité, l'étude examine les rapports particuliers que l'Organisation entretient avec les moyens d'information et décrit certaines fonctions des institutions spécialisées dans le domaine de l'information. Elle décrit également les fluctuations quotidiennes de la place réservée à l'ONU par les moyens d'information et notamment les effets des décalages d'horaires dans le monde.

88. L'étude montre l'influence importante qu'exercent les sujets d'intérêt local dans l'utilisation par les moyens d'information des données fournies par l'Organisation des Nations Unies et dans la façon dont ils rapportent les activités de l'ONU et les événements qui s'y déroulent. Les genres de sujets et de problèmes sur lesquels les moyens d'information s'étendent le plus sont examinés, ainsi que l'intérêt que portent à différents sujets différents moyens d'information régionaux et la façon dont varie la place réservée aux sujets relatifs à l'ONU selon les différents genres de journaux, comme par exemple les douze grands journaux de prestige du monde et les cinquante journaux d'élite lus par la majorité des fonctionnaires et des groupes dirigeants des cinquante pays où ils sont publiés.

89. La nécessité pour l'Organisation des Nations Unies de se fixer l'objectif d'atteindre différents types de public et la façon de mener à bien cette tâche sont examinées en détail. Les différentes catégories à atteindre (spécialisés, sélectionnés ou d'élite) ou celles qui sont touchées naturellement sont décrites pour bien montrer les avantages que l'Organisation des Nations Unies et les divers groupes de lecteurs et spectateurs eux-mêmes peuvent tirer en sériant les catégories à atteindre. Ces facteurs sont importants si l'on tient compte des restrictions qui s'appliquent inévitablement au travail du Service de l'information de l'Organisation des Nations Unies, point que cette étude examine également.

90. De nombreux autres aspects des rapports de l'Organisation des Nations Unies avec les moyens d'information sont étudiés, et notamment le rôle des correspondants accrédités, l'institution éventuelle d'échanges d'information systématiques avec le Service de l'information et les politiques et pratiques du Service de l'information de l'ONU. Cette étude vient particulièrement à son heure, étant donné que l'Assemblée générale a récemment prié le Secrétaire général de s'informer, entre autres choses, des besoins en matière de publicité et de promotion des divers organes de l'Organisation des Nations Unies qui s'occupent de causes universelles approuvées par l'Assemblée générale et de réorganiser le Service de l'information en vue de lui permettre de s'acquitter de son mandat plus efficacement.

91. Les recherches ont été effectuées avec la collaboration active du Service de l'information, des centres d'information des Nations Unies, et d'autres services d'information des Nations Unies et des institutions spécialisées dans le monde. Un certain nombre de chercheurs se sont déjà servis pour leurs propres recherches des données recueillies, et certains fonctionnaires ont demandé des ventilations particulières de ces données.

#### 4. Fonctionnement du Conseil économique et social

92. Pour répondre aux préoccupations qu'a exprimées le Conseil économique et social quant à l'efficacité de son fonctionnement en raison de l'extension donnée à ses activités par les programmes de la première et de la deuxième Décennies du développement, l'UNITAR a entrepris deux études portant sur le fonctionnement du Conseil.

93. La première, qui vient d'être publiée, est intitulée Une méthode d'analyse des résolutions du Conseil économique et social, et l'élaboration d'une codification a permis d'y mettre au point une méthode d'analyse systématique des résolutions du Conseil. En se servant de cette codification, on pourra notamment

obtenir des données sur la fréquence avec laquelle sont traités différents sujets et la fréquence de l'interaction du Conseil avec d'autres organismes des Nations Unies dans le domaine de la coopération économique et sociale. Bien que l'étude porte essentiellement sur des questions de méthode, le processus mis au point donnera, lorsqu'il sera systématiquement appliqué aux résolutions du Conseil, une image beaucoup plus exacte de l'évolution des priorités et des tendances au sein du Conseil et de la façon dont sa structure en est affectée.

94. Grâce à ce nouveau procédé analytique, les fonctionnaires internationaux, les représentants des gouvernements et les chercheurs pourront se faire une idée plus précise, par le biais du Conseil, des priorités de la coopération internationale, et il sera plus facile d'analyser de façon approfondie les résultats de ses activités passées et ses tendances actuelles.

95. L'étude a été effectuée par un groupe de consultants de la Société IBM particulièrement compétents en matière d'utilisation des systèmes modernes d'analyse dans les exploitations industrielles et dans les projets gouvernementaux; c'est là un exemple frappant de la façon dont l'UNITAR coopère avec d'autres institutions et avec des particuliers pour appliquer les techniques modernes des sciences sociales à l'analyse du fonctionnement des organisations internationales.

96. La seconde étude, due à un associé de l'UNITAR et qui paraîtra sans doute aussi avant la fin de l'année, est intitulée Etude du processus de prise de décisions du Conseil économique et social. Elle a pour objet essentiel d'examiner comment le Conseil fait face aux difficultés inhérentes aux objectifs qui lui sont assignés, met en lumière les principales lacunes du processus de rétroaction au Conseil et analyse les effets du volume de l'information reçue par lui sur la formulation des décisions prises sur la base de négociations. L'étude est fondée sur des notions d'analyse des systèmes et de théorie de l'information.

97. Ces analyses théoriques et empiriques ont permis d'évaluer l'efficacité des rouages administratifs d'autres sections du Secrétariat de l'Organisation et de certaines institutions spécialisées, notamment de l'UNESCO. Elles ont été utilisées aussi dans les cours de formation que l'UNITAR organise à l'intention des missions permanentes auprès du Conseil économique et social.

## 5. Les organisations non gouvernementales et l'Organisation des Nations Unies

- i) Colloque de l'UNITAR sur le rôle des organisations non gouvernementales dans le système des Nations Unies

98. Tenu au Siège de l'Organisation les 27 et 28 mars 1972, le Colloque a réuni plus de 80 diplomates, fonctionnaires internationaux de rang élevé, représentants d'organisations non gouvernementales et autres personnes soucieuses des problèmes d'intérêt mutuel qui se posent en la matière; il leur a donné l'occasion d'échanger idées et points de vues et de proposer des moyens de résoudre des problèmes particuliers.

99. Le Colloque a examiné trois thèmes essentiels :

a) Les initiatives que peuvent prendre les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales pour accroître et améliorer l'action de ces dernières;

b) Leurs nouveaux domaines de coopération, particulièrement en ce qui concerne les activités de développement;

c) Les mesures à prendre en vue d'encourager les communications et les contacts entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales, notamment la diffusion de l'information.

100. Les actes du Colloque seront publiés et distribués aux participants et à d'autres personnes intéressées.

ii) Les organisations internationales de jeunesse et l'Organisation des Nations Unies

101. Ce projet, qui a été exposé en détail dans le rapport de l'an dernier 5/, a été revu compte tenu des observations formulées par un groupe composé de représentants des organisations internationales de jeunesse et des institutions des Nations Unies ainsi que des suggestions présentées par la Réunion interorganisations ad hoc sur la jeunesse organisée par le Comité administratif de coordination. C'est ainsi que dans les documents révisés ayant trait au projet, l'accent est maintenant mis plutôt sur les relations entre l'Organisation des Nations Unies (et non l'ensemble des organismes des Nations Unies) et les organisations internationales de jeunesse. Certains documents mentionnent cependant quelques aspects de la participation des organisations de jeunesse aux travaux des institutions spécialisées, soit à des fins de comparaison, soit pour analyser la possibilité d'adopter une méthode unique applicable aux questions ayant trait aux relations avec les organisations de jeunesse qu'adopteraient alors les diverses institutions. Ces documents seront publiés au cours du second semestre de 1972.

102. La différence entre le prochain rapport du Secrétaire général sur l'établissement de communications avec les organisations de jeunesse, internationales et autres, et le projet de l'UNITAR, est que ce dernier s'attache à une série plus étendue de problèmes portant sur ces relations et que son objectif est de présenter une analyse détaillée et certaines conclusions à l'intention d'un groupe plus large de lecteurs appartenant également à l'Organisation des Nations Unies, aux organisations non gouvernementales et aux établissements supérieurs d'enseignement. Le projet comprend une série de documents préparés par cinq consultants de formations variées, chacun d'entre eux étant chargé d'examiner un aspect important du sujet et de tirer ses propres conclusions. Comme il est destiné à compléter le rapport du Secrétaire général, il ne cherche pas à présenter une série complète de recommandations officielles portant sur des mesures à prendre par un organe déterminé.

---

5/ Ibid., vingt-sixième session, Supplément No 14 (A/8414), par. 61 et 62.

## 6. La fonction publique internationale

### i) Conférence sur l'avenir du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

103. Une Conférence de week-end sur l'avenir du Secrétariat de l'ONU, organisée en commun par l'UNITAR et l'Institute on Man and Science, a eu lieu du 19 au 21 mai 1972. La première partie de la Conférence s'est déroulée au Siège de l'Organisation et a été ouverte par une allocution du Secrétaire général Kurt Waldheim, qui a été suivie de déclarations de quatre représentants permanents et du Président du CCQAB. Le reste de la Conférence s'est tenu à l'Institute on Man and Science à Rensselaerville, dans l'Etat de New York.

104. La Conférence faisait partie d'une série de programmes organisés en commun par les deux organisations, et non plus séparément comme c'était le cas jusqu'alors, et réunissant des diplomates de rang élevé, des fonctionnaires internationaux et des experts pour échanger des vues sur la manière de renforcer l'Organisation des Nations Unies; on a choisi le Secrétariat comme thème de la Conférence de 1972 en raison de la conviction très répandue que l'Organisation doit réviser ses priorités, donner une vitalité nouvelle à son administration et s'attaquer à de sérieux problèmes de personnel et de gestion.

105. Une quarantaine de personnes ont participé aux cinq réunions de la Conférence, dont chacune avait pour thème l'un des sujets suivants :

- a) Le rôle du Secrétaire général et du Secrétariat;
- b) La centralisation de la direction des politiques - programmation, budget, coordination;
- c) L'organisation du Secrétariat;
- d) Les politiques en matière de personnel - recrutement, formation, développement d'une carrière;
- e) L'évolution des techniques de gestion modernes et efficaces.

106. Après la Conférence, les conclusions et les suggestions concrètes qui s'en sont dégagées ont fait l'objet d'un rapport oral présenté au Secrétaire général et à ses collaborateurs principaux. Le Pr Richard Gardner, membre du Conseil d'administration de l'UNITAR, prépare actuellement un rapport détaillé qui sera publié et distribué à l'automne de 1972.

### ii) Colloque sur la situation des femmes aux Nations Unies

107. Poursuivant ses efforts pour aider à dégager des suggestions utiles et pratiques visant à améliorer l'efficacité du système des Nations Unies et à promouvoir un sentiment plus profond de cohésion et d'esprit de corps parmi les fonctionnaires, l'UNITAR a organisé le dernier de sa série de colloques destinés aux fonctionnaires de rang élevé; il s'est tenu du 4 au 6 juillet 1972, comme en 1971, au château Hernstein, près de Vienne, où le Gouvernement autrichien s'était offert à l'accueillir. Le thème du Colloque, la situation des femmes aux Nations Unies, a été choisi compte tenu du problème qui se manifeste actuellement aux Nations Unies en matière de personnel.



108. L'UNITAR demande généralement à ce que ne participent à ces colloques que les fonctionnaires à l'échelon de directeur; en raison de la nature du sujet, cette condition a été modifiée, notamment en ce qui concerne les fonctionnaires dont les attributions portent sur le recrutement, les nominations et les promotions et qui, pensait-on, pourraient contribuer notablement au débat. Ainsi, les participants - qui étaient près de 24, aussi bien hommes que femmes, et prenaient la parole à titre individuel plutôt qu'en tant que représentants de leurs organisations respectives - ont pu échanger librement dans une atmosphère détendue leurs idées et opinions sur le développement d'une carrière pour les femmes aux Nations Unies.

109. Le Colloque a approuvé une liste détaillée de recommandations spécifiques portant sur les mesures que devraient prendre les organismes des Nations Unies en matière de règlement du personnel, de recrutement, de nomination et d'affectation, de conditions de travail, de promotion et de cessation de service pour éliminer tout élément de discrimination et offrir aux femmes travaillant dans les organismes des Nations Unies les mêmes possibilités qu'aux hommes.

110. Un rapport sur le Colloque est en cours de publication comme document distinct. Le sentiment général a été que cette réunion avait défriché le terrain et qu'une réunion analogue devrait être organisée dans les trois ans pour procéder à une nouvelle évaluation de la situation.

#### 7. Etude du Bureau de l'Assemblée générale

111. L'Institut avait achevé une étude préliminaire sur le rôle et les fonctions du Bureau. Cette étude avait été entreprise en accord avec le Président du Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale qui a présenté son rapport à la vingt-sixième session de l'Assemblée générale. Dans cette étude, l'UNITAR examinait les fonctions que doit assumer le Bureau, conformément au règlement intérieur de l'Assemblée, la manière dont il a fonctionné pour s'acquitter de ses tâches, les méthodes de travail qu'il a suivies et les possibilités d'introduire des transformations dans son travail et ses procédures. Cette étude préliminaire avait été mise à la disposition du Comité spécial, qui l'a jugée extrêmement utile et s'en est servi pour formuler ses recommandations. Elle a été ultérieurement révisée à la lumière des observations reçues des délégations après examen approfondi et du rapport du Comité spécial après examen par l'Assemblée générale.

112. L'Institut espère poursuivre ses recherches sur la question des procédures de l'Assemblée générale. Les sujets sur lesquels porteront de futures études seront choisis après avoir consulté les personnes et les organes appropriés de l'Organisation des Nations Unies et recueilli les suggestions formulées à l'occasion des programmes et des cours de formation que l'UNITAR organise à l'intention des membres des missions permanentes. A cet égard, il est recommandé de se reporter au chapitre II, dans lequel ces programmes sont exposés en détail.

#### 8. Problèmes et questions ayant trait aux connaissances scientifiques et intéressant l'Organisation des Nations Unies

113. Les questions dont est saisie l'Organisation des Nations Unies comportent de plus en plus fréquemment des aspects scientifiques et techniques importants. L'énergie atomique, l'application de la science et de la technique au développement,

l'espace extra-atmosphérique, le fond des mers et l'environnement ne constituent que quelques-unes des nouvelles questions importantes qui se posent à l'Organisation et pour la solution desquelles des renseignements scientifiques et techniques sont indispensables. Certes des organes compétents ont été créés dans le cadre des Nations Unies pour étudier ces problèmes et formuler des directives générales et, ce faisant, ils ont obtenu et utilisé des renseignements scientifiques et techniques; on a toutefois mis en doute la valeur des procédures et des mécanismes qui permettent actuellement d'obtenir ce genre de renseignements, car les savants peuvent ne pas être capables de formuler la politique de l'ONU, soit parce qu'ils n'y sont pas habilités, soit parce qu'ils n'ont pas les connaissances nécessaires, et ceux qui, à l'ONU, prennent les décisions dans ce domaine peuvent ne pas avoir reçu la formation scientifique nécessaire à la formulation d'une politique efficace.

114. Pour examiner la situation et clarifier un certain nombre des questions et problèmes les plus importants qui se posent dans ce domaine, l'UNITAR a donc fait entreprendre une étude préliminaire qui doit être achevée dans le courant de l'année 1972 et qui pourra servir de base à des recommandations sur les procédures à suivre pour obtenir les renseignements scientifiques nécessaires et en tirer meilleur parti.

115. Entre autres questions, l'étude soulève celle de savoir s'il conviendrait de créer un comité intergouvernemental de la science et de la technique pour remplacer les comités politiques et économiques existants ou leur fournir des services, ou s'il serait préférable que ces comités continuent d'avoir chacun leurs propres organes scientifiques consultatifs; l'étude examine également les moyens de favoriser la coopération multidisciplinaire entre les spécialistes, pour être sûr de formuler des politiques judicieuses, ainsi que le rôle joué actuellement par les banques internationales de données qui mettent à la disposition des responsables politiques des renseignements scientifiques et techniques dont ils ont constamment besoin.

116. On espère également que cette étude servira de base à l'UNITAR pour organiser des cours de formation dans les domaines de la science, de la technique et de la politique internationale.

## 9. Recherches sur de nouvelles méthodes de coopération technique

117. A en juger par le rapport de la Commission Pearson intitulé "Vers une action commune pour le développement du tiers monde" et par l'Etude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement, on admet davantage aujourd'hui la nécessité d'introduire plus de cohérence et une organisation plus rationnelle dans le domaine de la coopération technique. Soucieux de ne pas se contenter d'un simple examen des problèmes immédiats et des pratiques existantes, conscient aussi de l'actualité de la question, l'UNITAR a organisé du 30 juin au 2 juillet 1972 un séminaire en vue d'étudier de nouvelles approches et de nouvelles orientations qui pourraient améliorer les pratiques établies au long des années par les organismes des Nations Unies en matière d'assistance technique multilatérale, y compris le rôle complémentaire des gouvernements dans leurs propres programmes bilatéraux. Ce séminaire a été organisé en collaboration avec le Foreign and Commonwealth Office/Overseas Development Administration du Royaume-Uni et l'Université du Sussex a prêté les installations de son

Institute of Development Studies; les réunions ont été suivies par 25 personnes environ comprenant des membres du personnel des Nations Unies, d'administrations d'assistance nationales, d'entreprises et organisations privées, ou encore de simples particuliers s'intéressant de près à la coopération technique.

118. En prévision du séminaire, l'Institut a chargé un de ses consultants d'entreprendre une étude sur la recherche de nouvelles méthodes de coopération technique et a demandé en outre des documents de travail plus courts à des fonctionnaires d'organisations internationales ainsi qu'à des personnes appartenant au secteur privé, à des institutions bénévoles et aux milieux universitaires. Onze documents ont été étudiés au cours de six séances. La séance de clôture a été consacrée à une analyse du séminaire et à un débat général portant sur ses conclusions.

119. Etudiant la possibilité d'introduire des innovations dans les mécanismes d'aide au développement, les participants ont discuté de certains points précis tels que l'enseignement, la science et la technique par rapport au développement rural, le transfert des techniques, l'élargissement des fonctions des gouvernements, la place de l'expert et le rôle joué par son "homologue", l'approche sectorielle par pays et par région et, enfin, la nécessité d'améliorer la manière dont les renseignements concernant les activités des organisations internationales sont transmis aux administrations nationales de façon non seulement à leur faire mieux connaître certaines activités particulières qui les intéressent directement, mais encore à leur permettre de mieux utiliser ces renseignements lors de la préparation et de la formulation des demandes d'assistance technique.

120. Il est ressorti des délibérations qu'il existait six grands domaines dans lesquels il serait possible d'améliorer les pratiques actuelles et d'adopter de nouvelles approches et des conceptions originales.

121. L'UNITAR communiquera aux participants un compte rendu des délibérations et publiera en temps utile un rapport de recherches tenant compte des nombreuses suggestions concrètes formulées au cours du séminaire au sujet de tous les aspects de l'assistance au développement qui - si l'on pense à l'avenir - doivent être étudiés à l'échelle gouvernementale, régionale et internationale.

#### 10. Documents de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales

122. On essaie actuellement, tant au niveau international qu'au niveau national, de trouver une solution sur le plan intellectuel et sur le plan pratique au problème de l'"explosion de la documentation" due à l'accroissement rapide du nombre et de l'importance des organisations intergouvernementales dans le monde entier. A l'heure actuelle, plus de 250 organisations intergouvernementales ainsi que plus de 3 000 associations non gouvernementales internationales et une multitude d'autres organismes s'intéressant aux relations internationales jouent un rôle actif dans la société.

123. L'ONU et ces autres organisations internationales s'occupent de questions extrêmement diverses, et la manière dont elles les résoudreont aura des conséquences d'une portée considérable pour le développement économique, social

et culturel du monde. Les résultats de leurs débats et de leurs études sont consignés dans une masse de documents de travail, de mémoires, de rapports et d'ouvrages qui, trop souvent - parce que leur présentation est inefficace, qu'ils ne reçoivent pas la publicité voulue, qu'on ne peut se les procurer à temps ou qu'il est difficile d'y avoir accès - sont pratiquement inutiles à ceux qui pourraient s'en servir. On ne tire ainsi aucun fruit d'investissements importants, tant sur le plan intellectuel que sur le plan financier.

124. Par ailleurs, les utilisateurs, documentalistes des ministères des affaires étrangères, savants, archivistes, étudiants, diplomates, historiens, fonctionnaires de l'organisation qui a produit les documents ou responsables de la documentation dans les bibliothèques, se sentent de plus en plus perplexes devant la complexité croissante du problème de la documentation internationale et devant la difficulté de tirer des renseignements utiles des sources disponibles.

125. Après les séminaires organisés à Genève, en mars 1971, pour aider les missions permanentes à améliorer leurs connaissances des problèmes de distribution, de classement, d'entreposage et de localisation des documents des Nations Unies, le Bureau de l'UNITAR en Europe a organisé, dans le même esprit, du 1er au 5 novembre 1971, un séminaire de cinq jours sur la documentation des organismes des Nations Unies à l'intention d'une autre catégorie importante d'utilisateurs de ces documents - les organisations non gouvernementales y ont assisté 44 personnes appartenant à des organisations non gouvernementales, dont 21 responsables de bibliothèques ou de centres de documentation, 13 représentants, permanents ou non, d'organisations non gouvernementales à Genève et 9 représentants envoyés par le siège de diverses organisations non gouvernementales. Dix-huit documents de travail, établis par des spécialistes de la question de la documentation internationale, appartenant ou non à des organismes des Nations Unies, ont été présentés. Plusieurs des orateurs appartenaient à des organisations non gouvernementales. Le rapport définitif contient des propositions concrètes en vue d'améliorer la distribution des documents aux organisations non gouvernementales, et une nouvelle liste de contrôle des organisations non gouvernementales a été communiquée, à titre d'essai, aux départements intéressés des Nations Unies. L'on espère que ceux-ci en tiendront compte lors de la révision du système existant, que les organisations non gouvernementales ont unanimement déclaré peu satisfaisant.

126. Un grand nombre d'organes et institutions des Nations Unies ont fourni à l'Institut une assistance et une coopération précieuses dans la conduite de ce séminaire, et l'on reconnaît de plus en plus volontiers dans le système - en particulier chez les spécialistes - que le rôle pratique qu'a joué l'UNITAR a eu des effets favorables sur les relations de travail entre les différents services qui s'intéressent à la documentation.

127. Les travaux de l'UNITAR dans le domaine de la documentation internationale ont également attiré l'attention des milieux professionnels et d'associations spécialisées, si bien que l'Institut a été invité par l'Association de bibliothèques internationales à organiser un colloque international sur la documentation de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales. Ce colloque aura lieu du 21 au 23 août 1972 au Palais des Nations, à Genève, sous les auspices de l'Office des Nations Unies à Genève.

et avec l'aide de la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et de la Fédération internationale de documentation; certaines des installations nécessaires aux groupes de travail du colloque seront fournies par l'Organisation mondiale de la santé.

128. Plus de 250 participants venant d'une cinquantaine de pays et appartenant à 30 organisations intergouvernementales et à 40 organisations non gouvernementales étudieront les problèmes qui se posent dans ce domaine, du point de vue théorique et du point de vue pratique, et formuleront des propositions visant à mieux faire comprendre le rôle de cette documentation et à améliorer non seulement les procédures appliquées actuellement aux divers stades de sa conception, de sa production, de sa distribution, de son acquisition, de son organisation et de son utilisation, mais également sa présentation et sa teneur.

129. Une réunion spéciale d'experts aura lieu également dans le cadre du colloque qui aura pour thème l'accès aux archives des organismes des Nations Unies. Parmi les questions qui doivent y être examinées se trouvent celle de l'accès sur le plan du temps nécessaire, et celle de la conservation de ces archives.

## C. Etudes spéciales sur des problèmes de l'ONU

### 1. L'exode des compétences des pays en voie de développement vers les pays développés

130. L'Assemblée générale s'est maintes fois déclarée désireuse d'obtenir des données dignes de foi sur l'exode du personnel qualifié des pays en voie de développement. Comme suite à sa résolution 2320 (XXII), l'UNITAR a fait une étude qui a servi de base à un rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale (A/7294). Cette étude, pour laquelle on a utilisé des renseignements fournis par divers organismes intéressés du système des Nations Unies, et en particulier par l'OIT et par l'UNESCO, a été revue et publiée en tant que rapport de recherche No 3 de l'UNITAR sous le titre "Emigration of highly-skilled manpower from the developing countries". A la suite de l'adoption de la résolution 2417 (XXIII) où l'Assemblée générale priait le Secrétaire général d'entreprendre des études sélectives portant sur un petit nombre de pays en voie de développement que le problème de l'exode des compétences préoccupe gravement, l'UNITAR a fait entreprendre et superviser avec la collaboration du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU des études au Cameroun, en Colombie, au Liban, aux Philippines et à la Trinité-et-Tobago. Ces études ont été publiées en tant que rapport de recherche No 5 de l'UNITAR et résumées dans des rapports du Secrétaire général au Conseil économique et social (E/4820 et Add.1).

131. Le projet multinational de recherche entrepris actuellement par l'UNITAR sur la migration internationale du personnel qualifié et pour lequel l'Institut bénéficie également des avis et de l'appui de l'UNESCO et de l'OIT fait suite à la préoccupation manifestée par de nombreux pays en voie de développement devant la migration de leurs spécialistes qualifiés vers des régions plus développées, migration qui retarde la réalisation de leurs objectifs de développement socio-économique.

132. Le cadre du projet, qui diffère fondamentalement, par les méthodes utilisées, de la plupart des projets opérationnels précédents et, par la portée, de tous les projets déjà entrepris, a également été élaboré en consultation avec les organismes appropriés.

133. Il s'agit d'une étude comparée à laquelle participent des instituts de recherche de six pays développés - Australie, Canada, Etats-Unis, France, République fédérale d'Allemagne et Royaume-Uni - et de dix pays en voie de développement - Argentine, Brésil, Ceylan, Colombie, Ghana, Grèce, Inde, République de Corée, Trinité-et-Tobago et Tunisie. On négocie actuellement avec plusieurs autres pays pour les amener à participer à l'enquête. Dans la plupart des cas, les recherches sont financées par les gouvernements, ou grâce à des fonds provenant d'autres sources du pays dans lequel l'enquête a lieu.

134. Des questionnaires détaillés ont permis d'obtenir des renseignements provenant d'un grand nombre de spécialistes qualifiés et qui ont étudié dans l'un des pays développés cités au paragraphe précédent et qui y sont restés (migrants)

ou en sont repartis (non-migrants). Des questionnaires presque identiques ont été adressés à des étudiants venant de pays en voie de développement et poursuivant leurs études dans l'un de ces six pays développés. Les enquêtes portant sur les étudiants dans trois pays, sur les non-migrants dans quatre pays et sur les migrants dans deux pays sont déjà achevées et les réponses ont subi un traitement mécanographique.

135. On procède actuellement à l'analyse des données et on établit un rapport faisant la lumière sur les divers facteurs qui influencent les motivations, les attitudes et le comportement en ce qui concerne le choix d'un pays pour y faire des études, y travailler, etc., en fonction de facteurs socio-culturels personnels et de facteurs économiques à différents stades de la vie des personnes interrogées.

136. Des rapports intérimaires sur le projet (E/4798 et E/4948) ont été présentés au Conseil économique et social; d'autres rapports seront publiés en temps voulu. L'UNITAR reste en liaison constante avec les institutions spécialisées du système des Nations Unies et les autres organismes intéressés, y compris pour ce qui est de l'application des dispositions de la résolution 1573 (L) du Conseil économique et social.

137. Les méthodes suivies pour l'étude de l'UNITAR ont été communiquées à l'OMS qui doit procéder à une étude sur la migration internationale du personnel de santé. On espère que l'OMS utilisera des questionnaires et des procédures de sondage analogues ce qui assurera la comparabilité de son étude et de celle de l'UNITAR.

## 2. L'environnement

### i) Préparatifs de la Conférence de Stockholm

138. Comme suite aux encouragements que le Directeur général a reçus du Conseil d'administration et à la demande d'assistance du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, les activités de l'Institut liées à l'environnement ont tenu une place de premier plan dans ses travaux. Ces activités ont porté essentiellement sur les préparatifs de la Conférence et sur la suite à y donner. L'UNITAR a participé activement aux travaux du Comité préparatoire de la Conférence, à ceux de la deuxième session du Groupe de travail intergouvernemental de la pollution de la mer, aux consultations officielles que le Secrétaire général de la Conférence a eues au sujet de la documentation de fond nécessaire, et enfin à la Conférence elle-même qui s'est tenue à Stockholm du 7 au 16 juin 1972. L'UNITAR a également participé, en dehors de l'ONU, à un certain nombre de réunions sur des problèmes internationaux liés à l'environnement.

139. L'UNITAR a réalisé pour la Conférence un "document de base" portant sur la réglementation internationale relative à l'environnement. Cette étude traitait de divers moyens de lutter contre la pollution (protection, normes de déchargement, normes techniques, interdictions totales, ajustements des taxes et des prix sur les effluents), ainsi que des mesures visant à assurer le respect de ces normes (dommages et intérêts, immatriculations et autorisations, assistance technique, subventions et compensations, planification et prévision). Il s'agissait d'exposer les différents moyens dont on dispose pour lutter contre la pollution, de signaler les problèmes de base que pose le choix entre ces moyens, de suggérer la manière

dont on peut les utiliser pour résoudre les problèmes courants liés à l'environnement et présentant un intérêt international et d'examiner les conséquences qu'aurait, sur le plan de l'organisation, l'adoption des décisions proposées. Ce document constitue le texte essentiel d'un rapport de recherche de l'UNITAR publié en février 1972 et intitulé Coopération internationale pour la lutte contre la pollution.

140. On trouve également à l'annexe I de ce rapport des "propositions sur les mesures à prendre", indiquant à quel moment et de quelle manière diverses mesures de lutte sur le plan international pourraient être prises. Ces propositions ont été élaborées à la demande du Secrétaire général de la Conférence, qui les a utilisées pour préparer ses propres documents et les recommandations qu'il a faites à la Conférence au sujet de la lutte contre les polluants d'importance internationale.

141. Désirant provoquer une discussion plus ouverte sur un grave problème lié à l'environnement dans l'espoir que des mesures appropriées pourraient être prises à l'échelle internationale, l'UNITAR a procédé à une étude sur le cas du DDT. Cette étude a été distribuée sous une forme provisoire tant à l'ONU qu'à certains experts de l'extérieur, et plusieurs recommandations dont la Conférence de Stockholm a été saisie par son secrétaire général ont eu pour origine des discussions qu'elle a contribué à susciter.

142. L'UNITAR était représenté à la Conférence par le Directeur du Département des études ainsi que par un attaché de recherche affecté à la Conférence par l'Institut.

ii) Suite à donner à la Conférence de Stockholm

143. En vue de contribuer à la solution de problèmes-clefs liés à la suite à donner à la Conférence, l'UNITAR a élaboré des projets qui pourront être exécutés ultérieurement dans deux domaines - celui de la formation à l'évaluation des incidences des projets de développement particuliers sur l'environnement et celui du contrôle et de l'évaluation de l'application des recommandations de la Conférence.

a) Formation à l'évaluation des incidences de projets de développement particuliers sur l'environnement

144. Il n'est pas nécessairement coûteux de tenir compte de l'environnement lors de l'élaboration de projets de développement particuliers; ce qui est difficile, c'est de prévoir quelles sont les mesures préventives dont l'adoption se justifie. L'UNITAR n'a pas l'intention d'ajouter un ouvrage scientifique à ceux, déjà nombreux, qui ont été publiés sur les questions du développement et de l'environnement; il veut plutôt s'efforcer de présenter les connaissances acquises sous une forme qui puisse être utilisée pour apprendre aux fonctionnaires des administrations nationales comme à ceux de l'ONU à tenir compte de l'environnement dans leur planification du développement. Les consultations que l'Institut a



eues avec l'UNESCO et le PNUD lui ont montré qu'une action commune avec ces organisations était souhaitable et serait encouragée en vue d'élaborer un programme de formation pratique.

145. L'UNITAR a procédé à des échanges d'idées et a réuni certains éléments en prévision des cours qui seront organisés sur ce sujet. La question a été discutée au cours de la réunion des directeurs d'instituts reliés à l'ONU, qui a eu lieu à Genève du 20 au 22 juin 1972, et l'on s'attend à obtenir en particulier la collaboration de l'Institut africain de développement économique et de planification et de l'Institut pour le développement économique de la Banque mondiale, ainsi que celle de l'UNESCO et du PNUD. Le Secrétaire général de la Conférence de Stockholm a souligné l'importance de cette question et a pleinement approuvé l'initiative de l'UNITAR.

b) Contrôle et évaluation de l'application des recommandations de la Conférence de Stockholm

146. En ce qui concerne le deuxième projet lié aux décisions prises à la Conférence de Stockholm, l'UNITAR a achevé des travaux préliminaires visant à déterminer comment et jusqu'à quel point les recommandations de la Conférence de Stockholm sont appliquées dans le monde entier, et à étudier en particulier les facteurs pouvant amener les gouvernements et les organisations internationales à accepter ou à rejeter ces recommandations.

147. Ce projet a été discuté avec le secrétariat de la Conférence, qui lui a donné son appui. On pense obtenir les données concrètes nécessaires à cet examen et à cette évaluation grâce à une large enquête multinationale, effectuée d'une manière permanente en coopération avec le nouvel organe directeur pour les questions de l'environnement, les organisations internationales intéressées et un réseau d'institutions nationales de recherche.

148. Ce projet en est encore au stade préliminaire et devra être examiné et approuvé par le Conseil d'administration de l'UNITAR et par les autres organes intéressés. Il faut noter que ceux qui ont pressé l'UNITAR d'accepter de jouer ce rôle l'ont fait en grande partie en raison des qualifications spéciales qu'ils lui reconnaissent : sa compétence particulière dans le domaine de l'environnement; le fait qu'une de ses principales fonctions a toujours été de mettre sur pied des réseaux de recherche et d'élaborer des méthodes permettant d'analyser les effets et l'efficacité des activités de l'ONU; le fait enfin que l'Institut n'est pas un organisme d'exécution ou qui se cantonne dans un domaine spécialisé.

3. Transfert des techniques des pays développés aux pays en voie de développement

149. Les travaux de l'UNITAR dans le domaine du transfert des techniques des pays développés aux pays en voie de développement grâce à des accords d'entreprise à entreprise sont terminés. L'Assemblée générale avait insisté dans sa résolution 2091 (XX) sur la nécessité d'entreprendre de nouvelles études dans ce domaine; conformément aux recommandations du Comité consultatif de l'ONU sur l'application de la science et de la technique au développement, celles que l'UNITAR devait

effectuer étaient de caractère empirique et portaient sur des cas pilotes en vue de formuler des principes et critères pour la conclusion d'accords nouveaux et souples permettant d'appliquer plus efficacement les techniques mises au point à l'étranger et favorisant à long terme la formation d'un personnel qualifié et l'éclosion de qualités d'invention dans les pays en voie de développement.

150. Des neuf études que comporte cette série, huit ont été publiées en tant que rapports de recherche de l'UNITAR. Quatre d'entre elles portent sur certains secteurs industriels (produits pharmaceutiques, construction automobile, semi-conducteurs et pétrochimie); trois autres sont consacrées à une expérience nationale - au Japon, en Union soviétique, aux Philippines et au Mexique - la huitième traite, en termes généraux, des modalités d'acquisition des techniques commerciales dans les pays en voie de développement. La neuvième, portant sur le transfert des techniques de l'industrie de la pâte à papier et du papier, sera également publiée en tant que rapport de recherche de l'UNITAR au cours de l'année 1972.

#### 4. Relations raciales

151. L'étude intitulée "Mesures préventives contre la discrimination raciale en Grande-Bretagne", dont l'UNITAR avait chargé l'Institute of Race Relations de Londres, a été publiée en 1971 par Oxford University Press. Cette étude, la première d'une série qui portera sur l'efficacité des mesures contre la discrimination raciale prises dans différents pays, a été effectuée conformément aux directives de l'Institut et présentée à la Conférence internationale des droits de l'homme tenue à Téhéran en 1968. Elle se distingue notamment par le fait que pour la première fois l'efficacité des mesures contre la discrimination raciale est évaluée non seulement sur la base des rapports officiels mais au moyen de diverses méthodes de contrôle indépendant, y compris une méthode permettant de comparer la situation dans les différents domaines étudiés. L'étude examine également les facteurs dont dépend peut-être l'intégration des minorités raciales en Grande-Bretagne ou, au contraire, leur isolement dans des ghettos.

152. Une deuxième étude relative aux mesures préventives contre la discrimination raciale au Pérou a été achevée et sera publiée en espagnol au début de 1973. Cette étude, El Perú de las Tres Razas, a été effectuée pour le compte de l'UNITAR par l'Instituto de Estudios Peruanos de Lima. Un point particulièrement important est que l'étude, qui porte essentiellement sur la région des Andes, souligne les effets de la stratification économique et culturelle sur le maintien des catégories raciales existantes.

153. Répondant aux encouragements qu'il a reçus de l'UNITAR et s'inspirant de ses directives, le Centre des relations raciales internationales de l'Université de Denver a publié en 1971 un ouvrage intitulé Racial Discrimination and Public Policy in the United States.

154. Dans le cadre du programme qu'il entreprend pour faciliter et coordonner les recherches sur les divers facteurs qui tendent à perpétuer les préjugés raciaux et la discrimination dans différents pays et sur les mesures préventives qui

peuvent être prises à l'échelle nationale, régionale et internationale, l'UNITAR a continué de prendre contact avec divers centres et instituts de recherche nationaux en vue de publier un bulletin d'information au sujet des recherches actuellement entreprises dans différentes régions du monde sur les problèmes raciaux et ethniques. On pense que le premier de ces bulletins paraîtra au début de 1973. Comme l'avait suggéré la Réunion commune du Comité spécial de l'apartheid, du Comité des Vingt-Quatre et du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, tenue en 1971, l'UNITAR est entré en relations avec des centres de recherche s'intéressant aux problèmes de l'Afrique australe en vue de participer aux arrangements qui doivent être pris par le Secrétaire général pour intensifier et coordonner les activités de recherche, d'information et de diffusion des renseignements concernant l'Afrique australe.

#### D. Projet sur l'avenir

155. En septembre 1971, l'UNITAR a organisé à l'Institute on Man and Science de Rensselaerville (New York) une conférence de trois jours sur les perspectives nouvelles de coopération internationale. Parmi les 34 participants se trouvaient des membres du Conseil d'administration de l'UNITAR, des savants et des experts spécialisés dans les études prospectives et dans plusieurs disciplines scientifiques, des hauts fonctionnaires de l'ONU et des membres du personnel de certaines institutions spécialisées et de l'UNITAR.

156. Treize documents d'information ayant trait aux sujets discutés ont été mis à la disposition des participants; un rapport sur les débats a été distribué ultérieurement. Trois questions de fond ont été étudiées au cours de la conférence, à savoir la violence civile, le développement "limité" et les techniques biologiques. On a également examiné la possibilité de créer des mécanismes permanents.

157. A la suite des discussions qui ont eu lieu à Rensselaerville, le Conseil d'administration de l'UNITAR a décidé à sa dixième session que l'Institut entreprendrait, dès qu'il disposerait des ressources nécessaires, un programme d'étude suivie des principales tendances et des principaux événements de caractère mondial pouvant avoir des répercussions sur l'avenir de l'humanité et nécessiter une intervention de la part du système des Nations Unies.

158. Le Conseil d'administration a décidé qu'il faudrait créer une Commission sur l'avenir, comprenant 36 personnes, qui se réunirait au moins une fois par an et établirait les rapports appropriés. Le Conseil d'administration a également décidé qu'il faudrait prendre des dispositions pour maintenir des contacts suivis avec les centres et les personnes qui s'occupent des activités intéressant le programme.

159. Depuis l'adoption de cette résolution, l'UNITAR a fait des sondages et des efforts préliminaires en vue de donner effet à la décision du Conseil d'administration. Le Directeur général et le Comité de direction créé par le

Conseil d'administration pour l'aider à lancer le programme ont étudié le problème de la nomination des membres de la Commission. Comme il est essentiel de disposer de fonds suffisants, des démarches ont été entreprises auprès de divers gouvernements et fondations, mais aucun don d'affectation spéciale n'a été reçu à ce jour. Toutefois, une fondation et deux ou trois gouvernements ont déjà fait savoir que la question les intéressait; il se peut donc qu'il en résulte un don d'affectation spéciale et le détachement d'un certain nombre d'experts.

160. On pense que le personnel de l'Institut devra :

- a) Etudier et examiner la documentation et les études dont les auteurs s'occupent de l'avenir;
- b) Sélectionner, à la lumière de cet examen, les renseignements pouvant intéresser le système des Nations Unies ainsi que les tendances ou événements pouvant appeler une intervention internationale;
- c) Déterminer dans quelle mesure et comment le système des Nations Unies s'occupe actuellement de ces questions.

161. A cette fin, l'UNITAR cherchera à obtenir des études et des renseignements provenant de toutes les régions du monde et comprenant :

- a) Des documents traitant de changements importants de valeurs, de motivations ou d'attitudes qui peuvent avoir des conséquences sur le plan mondial;
- b) Des analyses portant sur les différentes possibilités d'intervention (y compris la non-intervention ou l'abstention) et pouvant faciliter l'examen des politiques et des interventions du système international;
- c) Des documents révélant des possibilités insoupçonnées d'obtenir des résultats favorables au prix d'une action relativement circonscrite de la part du système international;
- d) Tous renseignements nouveaux indiquant qu'il existe des tendances ou des situations appelant une intervention à l'échelle internationale.

162. Après avoir étudié la documentation décrite ci-dessus et trié les renseignements intéressant le système des Nations Unies, l'Institut présentera des rapports et des recommandations à la Commission sur l'avenir, qui les examinera. On pense que la Commission publiera chaque année un rapport traitant de questions d'intérêt immédiat pour le système des Nations Unies et contenant des suggestions d'intervention internationale éventuelle. Des rapports spéciaux seront présentés s'il y a lieu.

#### IV. COOPERATION AVEC D'AUTRES ORGANES

##### 1. Relations avec d'autres instituts des Nations Unies

163. La septième réunion annuelle des chefs des instituts des Nations Unies, pour laquelle l'UNITAR assure les services de secrétariat et dont le Directeur général est président, s'est tenue à Genève du 20 au 22 juin 1972. La principale question inscrite à l'ordre du jour s'intitulait "Nouvelles idées et conclusions de recherche applicables à la Stratégie du développement". L'UNITAR a présenté à cette réunion deux mémoires : Intermediate Manpower : The Gap in Development Strategy et Mass Training of Local Populations and its Role in Development.

164. La proposition tendant à établir une université internationale était également à l'ordre du jour. Les chefs des instituts ont examiné un mémoire de l'UNITAR, qui avait été établi auparavant pour le Secrétaire général et d'autres personnes intéressées et qui avait été étudié en avril par un groupe d'experts réuni à Paris; ce document contenait des propositions concises et pratiques sur les rapports qu'il conviendrait d'établir entre l'université envisagée et les instituts existants des Nations Unies qui s'occupent de formation et de recherche.

##### 2. Relations avec des organismes non apparentés aux Nations Unies

165. Selon une enquête effectuée par l'Union des associations internationales, qui a envoyé des questionnaires à 56 organisations intergouvernementales et non gouvernementales s'occupant d'études politiques et socio-économiques internationales, l'UNITAR vient au troisième rang pour ce qui est de l'interaction, des contacts et des liens de coopération entre les diverses organisations. Ces conclusions indiquent dans une certaine mesure le réseau de contacts et d'associations établis sur le plan international par l'Institut.

##### 3. Participation à des conférences et séminaires réunissant des savants

166. Pendant l'année considérée, le personnel de l'UNITAR a participé à un certain nombre de réunions scientifiques et professionnelles. Ces réunions donnent l'occasion aux fonctionnaires de l'UNITAR d'appeler l'attention de leurs confrères des milieux scientifiques et autres sur les activités de l'UNITAR, permettant des échanges utiles d'opinions et d'idées avec des experts et des dirigeants et sont une source indispensable de nouveaux collaborateurs de l'Institut.

## V. ADMINISTRATION ET FINANCES

### 1. Réorganisation de l'UNITAR et personnel

167. Comme on l'a indiqué plus haut au paragraphe 6, l'Institut a été réorganisé à compter du 1er janvier 1972 afin de regrouper les fonctions organiques de la formation et de la recherche en un seul Département des études, le Département de l'administration s'occupant de l'aspect administratif des cours, des séminaires, des bourses, de la correspondance avec les gouvernements et des publications. La proposition concernant la réorganisation de l'Institut a été soumise par le Directeur général au Conseil d'administration à sa dixième session et a été approuvée par lui à l'unanimité.

168. Du fait de la fusion des départements de la recherche et de la formation, les activités de formation de l'Institut ont été développées et utilisent dans une beaucoup plus grande mesure le personnel de recherche. Le Directeur général a décidé, par ailleurs, que les membres du personnel du Département des études auraient le titre de "chercheur" ou de "fonctionnaire de la recherche". La direction générale du Département des études a été confiée au Directeur général adjoint qui aura désormais pour titre "Directeur général adjoint et Doyen des études". On a prévu que le Département des études serait divisé en divisions, dont chacune serait chargée d'un groupe de sujets connexes et dont le personnel s'occuperait à la fois de la formation et de la recherche. Cependant, comme les effectifs sont insuffisants et qu'il a fallu modifier la répartition du personnel existant, ces divisions ne sont pas encore devenues opérationnelles.

169. Dans le cadre du Département de l'administration, on a établi une section spéciale d'administration des projets, chargée par exemple des dispositions à prendre sur le plan pratique pour les cours de formation et les séminaires (locaux, arrangements pour les voyages, choix des stagiaires, invitation des conférenciers et distribution des documents). Une section de la publication s'occupe de toutes les dispositions à prendre pour l'impression et la distribution des publications de l'UNITAR, y compris leur traduction, et pour la production trimestrielle du bulletin "Nouvelles de l'UNITAR" en anglais et en français. Le Département de l'administration s'occupe aussi de la gestion financière et de l'administration du personnel pour l'ensemble de l'Institut et de la fourniture de services communs, y compris le fonctionnement de la Bibliothèque.

170. Le Cabinet du Directeur général continue d'être chargé de l'orientation générale des politiques, de la liaison avec le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes et institutions des Nations Unies ainsi qu'avec les missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies, de questions intéressant le Conseil d'administration et des relations publiques de l'Institut en général.

171. Au 31 mai 1972, le personnel de l'Institut était composé des personnes suivantes :

### Cabinet du Directeur général

Directeur général	1
Administrateur	1
Agents des services généraux	3
	<hr/> 5

### Département des études

Directeur	1
Directeur adjoint	1
Administrateurs	11
Agents des services généraux	12
	<hr/> 25

### Département de l'administration

Cabinet du Directeur : Directeur		1
	Agent des services généraux	1
		<hr/> 2
Appui aux projets :	Administrateurs	6
(Administration des projets, sections de la publication et de la Bibliothèque)	Agents des services généraux	7
	Travailleur manuel	1
		<hr/> 14
Services communs :	Administrateurs	3
(Gestion financière et administration du personnel, enregis- trement, services de plantons)	Agents des services généraux	7
		<hr/> 10
Bureau de Genève :	Représentant en Europe et Directeur de la formation en matière d'achats d'approvisionnements	2
	Administrateur	1
	Agents des services généraux	3
		<hr/> 6

Les directeurs et administrateurs étaient 28 au total et les agents des services généraux et les travailleurs manuels, 34, contre respectivement 30 et 34 l'année précédente.

## 2. Finances

172. Les demandes de crédits révisées pour 1971 prévoyaient des dépenses de 1 521 800 dollars à imputer sur le Fonds général, mais les dépenses effectives, y compris des obligations non réglées en fin d'exercice, se sont élevées seulement à 1 267 878 dollars, contre 1 252 163 dollars l'année précédente. Les recettes du Fonds général pour l'exercice se sont élevées à 1 164 471 dollars, contre 1 214 870 en 1970.

173. Le solde créditeur du Fonds général au 31 décembre 1971 était de 837 995 dollars, mais ce montant ne représentait nullement dans sa totalité une encaisse dont l'Institut pouvait disposer immédiatement, étant donné qu'il comprenait deux avoirs non liquides représentant au total 257 339 dollars. Le plus important de ces deux avoirs (214 714 dollars) était représenté par des contributions annoncées par les gouvernements mais non acquittées, le second était un bon du trésor des Etats-Unis, d'un montant de 42 625 dollars, acheté comme caution pour garantir le bail du bâtiment occupé par l'Institut. Les liquidités disponibles se montaient par conséquent à 580 656 dollars.

174. Relativement peu de contributions gouvernementales parviennent à l'UNITAR au début de l'année et il faut par conséquent garder un solde minimum dans le Fonds général afin d'avoir des liquidités. Etant donné que les dépenses de l'Institut ont dépassé ses recettes au cours des dernières années, le solde créditeur a diminué. Dans le projet de budget pour 1972, il était prévu que les dépenses dépasseraient les recettes reçues pendant l'année d'environ 300 000 dollars. Il semble maintenant que la différence entre les dépenses et les recettes sera un peu moins importante, mais il y aura néanmoins presque certainement une nouvelle réduction du solde créditeur de l'Institut. Ce solde sera ainsi ramené très près du niveau en deçà duquel il ne peut descendre sans que l'Institut soit à cours de fonds pendant les premiers mois de l'année.

175. C'est à dire que les recettes et les dépenses du Fonds général devront s'équilibrer et l'on a mûrement réfléchi au moyen de le faire. Tout d'abord, on a passé en revue toutes les dépenses d'administration qui ne sont pas directement liées aux activités du programme et l'on a pris des mesures pour modifier la tendance qui veut que les dépenses d'administration augmentent plus rapidement que les dépenses du programme, tendance qui s'est affirmée ces dernières années. On espère pouvoir éviter de réduire les dépenses du programme, étant donné que l'Institut a tant d'activités importantes à entreprendre et il devrait être possible de maintenir le programme des études à son niveau actuel, voire de le développer, sans presque augmenter les dépenses d'administration.

176. On a également passé en revue les contributions des gouvernements. Certains gouvernements versent régulièrement des contributions généreuses à l'UNITAR depuis sa création, certains les ont même augmentées pour aider l'Institut à faire face à ses dépenses accrues. Ainsi, la République fédérale d'Allemagne a versé un tiers



de plus en 1971. La Norvège a elle aussi augmenté sa contribution en 1971 et de nouveau cette année. Les contributions de la Belgique et de la Suède ont sensiblement augmenté en 1972 et la France a versé sa première contribution au Fonds Général. D'autres pays ont manifesté l'intention d'augmenter leur contribution. L'UNITAR est également reconnaissant aux gouvernements qui, en réponse aux appels lancés par le Secrétaire Général et par le Directeur Général, ont versé leur contribution au début de l'année. En revanche, d'autres gouvernements n'ont pas versé de contribution ou ont envoyé un montant nettement insuffisant. On se propose d'intervenir auprès de tous ces gouvernements pour leur demander de verser des contributions qui soient plus à la mesure de leur richesse nationale. En même temps, l'UNITAR fera le maximum pour obtenir des dons de sources non gouvernementales pour tous les programmes qui peuvent être financés de cette manière.

177. Au cours de l'année, des dépenses ont continué à être imputées sur les subventions envoyées par la SIDA (Administration suédoise pour le développement international) en ce qui concerne les travaux préliminaires sur l'Ecole des cadres des Nations Unies et sur le programme de formation en matière d'achats d'approvisionnements qui est exécuté en commun par l'Administration et par l'UNITAR; la Fondation Volkswagen a également offert des fonds pour effectuer des études sur le règlement pacifique des différends et sur le fonctionnement et les procédures de l'Organisation des Nations Unies. L'Institut est extrêmement reconnaissant de tous ces dons qui l'aident à financer d'importantes parties de son programme. Le détail des contributions à l'UNITAR figure en annexe VIII.

### 3. Le Bureau européen

178. Pendant la période considérée, le Bureau européen de l'UNITAR à Genève a été en liaison continue avec l'Office des Nations Unies à Genève et les représentants permanents des gouvernements accrédités auprès de l'Office, avec les institutions spécialisées dont le siège est en Europe et avec les instituts scientifiques européens et internationaux qui s'intéressent aux activités de formation et de recherche de l'UNITAR. Par exemple, le représentant en Europe, ou son assistant, a assisté sur invitation à des réunions tenues non seulement à Genève mais également à Bruxelles, Londres, Milan, Paris, Rome et Vienne, et il s'est rendu dans d'autres capitales en vue de la préparation de l'étude sur la possibilité de créer une école des cadres des Nations Unies.

179. Le Bureau a en outre été chargé des dispositions administratives à prendre pour la réunion annuelle des chefs des instituts des Nations Unies, le colloque destiné aux fonctionnaires des Nations Unies, les deux conférences du week-end et les trois groupes de recherche qui se sont réunis en Europe, il a assuré les services nécessaires pour le programme de formation en matière d'achats d'approvisionnements qui dépend de lui; il a fourni un appui aux programmes de formation organisés par l'UNITAR en Europe dans les domaines du droit international, de la coopération technique et de la documentation, il a facilité la tâche de chercheurs qui se sont rendus à Genève; enfin, il a participé à la préparation du séminaire d'orientation sur la documentation de l'ONU et d'autres organisations intergouvernementales qui se tiendra à Genève en août 1972. Les activités du Bureau ont nettement augmenté en ce qui concerne la diffusion en Europe d'informations concernant des projets de l'UNITAR et il en est résulté des liens plus directs avec les institutions et les particuliers intéressés ainsi qu'un système plus efficace de distribution de la documentation de l'Institut.



## ANNEXE I

### Liste des membres du Conseil d'administration au 30 juin 1972

- Président : Sir Kenneth Younger (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
- Vice-Président :
- M. Felipe Herrera (Chili)
  - M. Henning Friis (Danemark)
  - M. Richard N. Gardner (Etats-Unis d'Amérique)
  - M. Mahmoud A. Hamrad (Egypte)
  - M. Hans A. Havemann (République fédérale d'Allemagne)
  - M. John Holmes (Canada)
  - M. Nikolay Inozemtsev (Union des Républiques socialistes soviétiques)
  - M. Joseph Ki-zerbo (Haute-Volta)
  - M. Jacques Kosciusko-Morizet (France)
  - M. Manfred Lachs (Pologne)
  - M. Bradford Morse (Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies)
  - M. Jiri Nosek (Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies)
  - M. G. Parathasarathi (Inde)
  - M. Manuel Pérez-Guerrero (Venezuela)
  - M. Raymond Scheyven (Belgique)
  - M. Toshio Shishido (Japon)
  - M. Mehdi Vakil (Iran)
- Membres de droit :
- M. Kurt Waldheim  
Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
  - Le Président de l'Assemblée générale de l'ONU
  - Le Président du Conseil économique et social de l'ONU
  - Le Directeur général de l'UNITAR

## ANNEXE II

### Projet de mandat de l'Ecole des cadres des Nations Unies

#### Article premier. L'ECOLE

L'Ecole des cadres des Nations Unies (ci-après dénommée "l'Ecole") est une entité autonome de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche.

#### Article II. BUTS ET FONCTIONS

1. L'Ecole dispense au personnel des organisations et organismes qui constituent le système des Nations Unies (ci-après dénommés "les organisations") des cours de formation dans tous les domaines où les organisations intéressées reconnaissent la nécessité d'une formation commune. Elle s'attache particulièrement à la formation dans les domaines du développement économique et social et des techniques modernes de gestion.

2. L'Ecole peut organiser et gérer les programmes de formation que demandent une ou plusieurs organisations à l'intention de leur propre personnel. Elle recueille également des renseignements sur les programmes de formation du personnel organisés par les organisations et peut fournir à l'une ou plusieurs d'entre elles l'assistance qu'elles demandent en ce qui les concerne.

3. L'Ecole peut entreprendre des activités de recherche en vue d'améliorer et de développer ses activités de formation, tout en tenant compte des travaux réalisés dans ce domaine par l'UNITAR ou d'autres organisations du système des Nations Unies.

#### Article III. DIRECTION

L'Ecole est dirigée par un directeur qui relève d'un comité exécutif inter-organisations et rend compte chaque année au Conseil d'administration de l'UNITAR et au Comité administratif de coordination.

#### Article IV. COMITE EXECUTIF

1. Le Comité exécutif se compose des personnes suivantes :

- a) Le Directeur général de l'UNITAR ou son représentant;
- b) Un membre permanent représentant le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies;
- c) Un membre permanent de chacune des organisations suivantes : OIT, FAO, UNESCO, OMS et PNUD;

- d) Un membre représentant conjointement la Banque mondiale et le FMI;
- e) Trois membres représentant les autres organisations contribuant au budget de l'Ecole et que le CAC nomme par roulement pour un mandat de deux ans;
- f) Trois membres que le Directeur général de l'UNITAR nomme pour un mandat renouvelable de deux ans après avoir consulté le Secrétaire général; ces membres siègent à titre individuel et sont choisis parmi les spécialistes éminents des domaines intéressant l'Ecole.

2. Le Directeur général de l'UNITAR est Président *ès-qualité* du Comité.

3. Le Directeur de l'Ecole assiste à toutes les réunions du Comité exécutif et leur fournit les services de secrétariat nécessaires.

4. Le Comité exécutif :

- a) Examine et approuve le programme et le budget de l'Ecole;
- b) Examine et approuve le rapport annuel du Directeur de l'Ecole et en communique le texte, accompagné de ses observations, au Conseil d'administration de l'UNITAR et au CAC par l'intermédiaire du Directeur général en sa qualité de Président;
- c) Examine et tranche toute autre question qui peut lui être soumise par le Directeur de l'Ecole, par le Conseil d'administration de l'UNITAR ou par le CAC.

5. Seuls les représentants des organisations s'engageant à donner un appui financier à l'Ecole ont le droit de voter sur le budget. Pour toutes les autres questions, tous les membres du Comité ont les mêmes droits et responsabilités.

6. Le Comité exécutif adopte son propre règlement intérieur. Il se réunit au moins une fois par an. Il est convoqué par son Président.

#### Article V. LE DIRECTEUR

1. Le Directeur général de l'UNITAR nomme le Directeur de l'Ecole après avoir consulté le Comité exécutif et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Directeur est responsable de l'organisation, de la direction et de l'administration de l'Ecole conformément à la politique générale approuvée par le Comité exécutif. Dans l'accomplissement de ses fonctions, il est tenu, notamment :

- a) De présenter le projet de budget de l'Ecole au Comité exécutif pour examen et approbation;

- b) D'établir, en étroite coopération avec les organisations intéressées, le programme de l'Ecole et de le présenter au Comité exécutif pour examen et approbation;
- c) De recruter et nommer le personnel enseignant et administratif de l'Ecole, conformément à l'article VI ci-après, ainsi que les assistants temporaires tels que les directeurs de cours, les professeurs et les conférenciers invités;
- d) De conclure tout accord nécessaire à l'exécution du programme avec les organisations intéressées ou avec tout établissement d'enseignement ou institution de formation appartenant ou non au système des Nations Unies;
- e) De veiller à ce que la formation dispensée par l'Ecole soit de la plus haute qualité et réponde aux besoins professionnels des organisations.

3. Le Directeur peut consulter des personnes compétentes appartenant ou non au système des Nations Unies et constituer à cet effet, s'il le juge utile, un comité consultatif.

#### Article VI. LE PERSONNEL

1. Le Directeur nomme le personnel enseignant et administratif de l'Ecole après avoir consulté le Directeur général de l'UNITAR en ce qui concerne la sélection des principaux fonctionnaires de l'Ecole.

2. Les conditions d'emploi du personnel sont généralement conformes à celles qui sont énoncées dans le statut et le règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, sous réserve d'arrangements relatifs à des dispositions ou conditions de nomination particulières dont peuvent convenir le Directeur et le Directeur général de l'UNITAR, avec l'approbation du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Le Directeur et le personnel de l'Ecole sont des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies au sens de l'Article 105 de la Charte des Nations Unies et d'autres accords internationaux et résolutions de l'Organisation des Nations Unies définissant le statut des fonctionnaires de l'Organisation. Ils sont soumis aux obligations que la Charte impose à ces fonctionnaires.

#### Article VII. FINANCEMENT

1. Les ressources de l'Ecole sont les suivantes :

- a) Contributions faites par les organisations;
- b) Contributions volontaires faites par les gouvernements;

- c) Dons reçus de fondations et d'autres sources non gouvernementales;
- d) Droits payés, le cas échéant, par les organisations pour la participation de leurs fonctionnaires aux cours ou séminaires organisés par l'Ecole;
- e) Recettes provenant de la vente de publications et de matériel pédagogique de l'Ecole.

2. Les fonds de l'Ecole sont déposés à un compte spécial constitué par le Secrétaire général et géré conformément aux dispositions pertinentes du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies.

3. Les fonds de l'Ecole sont utilisés uniquement aux fins de l'Ecole, conformément aux dispositions du présent mandat et des paragraphes 4 à 7 de l'article VIII du statut de l'UNITAR.

#### Article VIII. DISPOSITIONS TRANSITOIRES

A l'expiration d'une période de deux ans, le Comité exécutif entreprendra une évaluation générale des résultats obtenus par l'Ecole et présentera au Conseil d'administration de l'UNITAR et au CAC un rapport contenant ses recommandations.

### ANNEXE III

#### Liste des publications de l'UNITAR qui ont déjà paru ou qui sont en cours de préparation

##### 1. Publications déjà parues

##### Etudes de l'UNITAR

- No 1      Social Psychological Techniques and the Peaceful Settlement of  
            International Disputes (épuisé)
- No 2      International Research Conference on Race Relations (épuisé)
- No 3      Emigration of Highly-Skilled Manpower from the Developing Countries -  
            par Gregory Henderson (en réimpression)
- No 4      La pollution de la mer et ses remèdes (également en anglais et en  
            espagnol) - par Oscar Schachter et Daniel Serwer
- No 5      The Brain Drain from Five Developing Countries - Cameroon, Columbia,  
            Lebanon, the Philippines and Trinidad and Tobago
- No 6      Communications, Computers and Automation for Development -  
            par Ithiel de Sola Pool, Philip Stone et Alexander Szalai
- No 7      Transfer of Technology from Japan to Developing Countries -  
            par Terutomo Ozawa
- No 8      International Transfer of Automotive Technology to Developing Countries -  
            par Jack Baranson
- No 9      International Cooperation for Pollution Control -  
            par Daniel Serwer
- No 10     The Transfer of Technology and the Factor Proportions Problem :  
            the Philippines and Mexico - par R. Hal Mason
- No 11     The Transfer of Technology : Economics of Offshore Assembly; the Case  
            of Semiconductor Industry - par Y. S. Chang
- No 12     The International Transfer of Technology in the Establishment of the  
            Petrochemical Industry in Developing Countries - par Robert B. Stobaugh
- No 13     The International Transfer of Commercial Technology to Developing  
            Countries - par Walter A. Chudson
- No 14     Technology Transfer in the Pharmaceutical Industry -  
            par Lawrence H. Wortzel



### Série des études de l'UNITAR sur le règlement pacifique des différends

- PS No 1 Peaceful Settlement of Disputes : Ideas and Proposals for Research - par Sydney D. Bailey (version française en préparation)
- PS No 2 Analysis and Prediction in International Mediation - par Frank Edmead
- PS No 3 Complementary Structures of Third-Party Settlement of International Disputes - par Vratislav Pechota (version française en préparation)
- PS No 4 Consultations et Consensus : un aspect du fonctionnement du Conseil de sécurité - par Feng Yang Chai (également en anglais)
- PS No 5 Pacific Settlement in Africa : Roles of the Organization for African Unity and the United Nations - par Berhanykun Andemicael (version française en préparation)

### Ouvrages de l'UNITAR

- No 1 Aide des Nations Unies pour le développement : Critères et procédures d'évaluation; problèmes et méthodes - par William R. Leonard, Béat Alexander Jenny, Offia Fwali (Arno Press) (également en anglais et en espagnol)
- No 2 Towards Wider Acceptance of U.N. Treaties - par Oscar Schachter, Mahomed Nawaz et John H. Fried (Arno Press)
- No 3 Small States and Territories : Status and Problems - par Jacques Rapoport, Ernest Muteba et Joseph J. Therattil (Arno Press)
- No 4 The Prevention of Racial Discrimination in Britain - éd. Simon Abbott (Oxford University Press)
- No 5 Atomic Safeguards : A Study in International Verification - par Allan McKnight
- No 6S Rios y Canales Navegables Internacionales : Aspectos Financieros, Jurídicos e Institucionales de su Desarrollo - éd. G. Cano (version anglaise en préparation)

### Série des conférences de l'UNITAR

- No 1 La Charte des Nations Unies et les besoins des années 70 - par Kenneth Younger
- No 2 Comment améliorer la situation économique internationale - par Jan Tinbergen
- No 3 L'Organisation internationale du Travail dans le système des Nations Unies - par Wilfred Jenks

Série des conférences de l'UNITAR (suite)

No 4 L'avenir de l'enseignement international -  
par Robert M. Hutchins

Manuels de formation de l'UNITAR

Manuel de l'assistance technique des Nations Unies  
(également en anglais et en espagnol - en cours de révision)

Manuel du financement extérieur (également en anglais)

2. En cours de publication

L'action discrète : Une étude des bons offices du Secrétaire général  
de l'Organisation des Nations Unies - par Vratislav Pechota  
(également en anglais)

Soviet Experience in Transfer of Technology to Industrially Less  
Developed Countries - par A. N. Bykov, avec la participation de  
M. P. Strepetova et A. V. Letenko (également en russe)

An Approach to the Analysis of Resolutions of the Economic and Social  
Council - par W. Childs, et al.

Corporaciones Públicas Multinacionales en América Latina -  
édité par Marcos Kaplan

El Perú de las Tres Razas - par J. Matos-Mar

African International Legal History - édité par A. K. Mensah-Brown

New Techniques for Training of Managers - édité par Sydney Mailick

The U.N. and the Organization of African Unity - par Berhanykun Andemicael

International Youth Organizations and the U.N. -  
édité par A. Murdoch et B. Andemicael

Relations Between the Council of Europe and the U.N. -  
par A. H. Robertson

# ANNEXE IV

## Nombre et nationalité des participants aux cours de l'UNITAR donnés au Siège

Automne 1971 - avril 1972<sup>a/</sup>

	1	2	3	4
Algérie	1	1	1	1
Argentine	1	1		
Australie				1
Autriche	1	1		
Barbade		1		
Belgique			1	
Bhoutan		2		1
Bolivie				1
Brésil				1
Cameroun			1	
Canada		1		
Chili	1		1	
Colombie		1		
Cuba				1
El Salvador	1			
Equateur	1	1		
Espagne	1			
Etats-Unis d'Amérique		1	1	1
Fidji				1
Ghana	1		1	
Grèce		1		
Guyane		1		
Honduras			1	1
Hongrie		1		
Inde		2		
Indonésie	1	1		
Irak				2
Iran		1		
Italie	2	1		2
Jamaïque				
Japon	1	1	1	1
Kenya				2
Koweït	1	4		
Laos				1
Lesotho			1	

	1	2	3	4
Malaisie			1	
Malawi		1		1
Maurice			1	
Mexique			2	2
Mongolie		1	1	
Népal				1
Niger				2
Nigéria		1	2	1
Norvège		1		
Nouvelle-Zélande			1	
Ouganda		1	1	
Pays-Bas		1		1
Pérou			1	2
Philippines		1	1	1
Pologne				1
République arabe syrienne				1
République Dominicaine				1
République fédérale d'Allemagne				1
République kimère			1	1
République-Unie de Tanzanie			1	
Roumanie				1
Singapour		1	1	1
Soudan			1	1
Soudan			1	1
Suède		2	1	
Thaïlande		1		1
Trinité-et-Tobago		1	1	1
Tunisie			1	
Union des Républiques socialistes soviétiques			1	1
Uruguay				2
Venezuela		1		1
Zaire				3
Zambie		1		
Institutions spécialisées				1
Secrétariat		1	12	6
		29	37	51

- 1 - Cours spécialisé sur le Conseil économique et social
- 2 - Cours spécialisé sur le système monétaire international
- 3 - Cours spécialisé sur les procédures budgétaires et financières de l'Organisation des Nations Unies
- 4 - Séminaires sur l'organisation et le fonctionnement du système des Nations Unies

a/ Les chiffres ci-dessus ne tiennent compte que des personnes qui ont suivi les cours sans interruption du commencement à la fin. Ils ne tiennent pas compte de celles qui ont participé à un certain nombre de séances mais qui n'ont pu, pour diverses raisons, assister à l'ensemble d'un cours.

# ANNEXE V

## Nombre et nationalité des participants aux séminaires consacrés à la coopération technique

	<u>1971</u>	<u>1971</u>	<u>1972</u>
	Séminaire inter- régional	Séminaire sous- régional (Antilles)	Séminaire régional (Genève/ Beyrouth)
Afghanistan .....	1		
Antigua .....		1	
Arabie Saoudite .....			1
Bahamas .....		1	
Barbade .....		1	
Bulgarie .....			1
Chypre .....			1
Dominique .....		1	
Equateur .....	1		
Grèce .....			1
Grenade .....		1	
Guyane .....		2	
Hongrie .....	1		
Irak .....			1
Iran .....	1		
Israël .....			1
Jamaïque .....	1	1	
Jordanie .....	1		1
Koweït .....			1
Madagascar .....	1		
Mali .....	1		
Mexique .....	1		
Népal .....	1		
République arabe syrienne .....			1
République centrafricaine .....	1		
République démocratique populaire du Yémen .....			2
Roumanie .....			1
Saint-Christophe .....		1	
Sainte-Lucie .....		1	
Souaziland .....	1		
Surinam .....		1	
Trinité-et-Tobago .....		1	
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	12	12	12

# ANNEXE VI

## Nombre et nationalité des participants aux séminaires régionaux sur les achats internationaux - 1972

<u>Pays Participants</u>	<u>Nairobi 5-25 mars</u>	<u>Bangkok 8-26 mai</u>	
Afghanistan		2	(2)
Ethiopie	3		(3)
Ghana	2		(2)
Inde		2	(2)
Indonésie		2	(2)
Iran		1	(1)
Jordanie		1	(1)
Kenya	4		(4)
Malaisie		3	(3)
Népal		1	(1)
Nigéria	2		(2)
Ouganda	1		(1)
Philippines		1	(1)
République de Corée		2	(2)
République-Unie de Tanzanie	4		(4)
Singapour		2	(2)
Soudan	2		(2)
Thaïlande		1	(1)
Zambie	1		(1)
	19	18	(37)

## ANNEXE VII

Nombre et nationalité des participants aux programmes de l'UNITAR

1966-30 juin 1972

Afghanistan .....	10	Kenya .....	18
Afrique du Sud .....	2	Koweït .....	12
Albanie .....	1	Laos .....	8
Algérie .....	11	Lesotho .....	7
Antigua .....	1	Liban .....	1
Arabie Saoudite .....	9	Libéria .....	7
Argentine .....	8	Madagascar .....	8
Australie .....	3	Malaisie .....	15
Autriche .....	3	Malawi .....	6
Bahamas .....	1	Mali .....	13
Barbade .....	6	Malte .....	9
Belgique .....	7	Maroc .....	5
Bhoutan .....	3	Maurice .....	8
Birmanie .....	5	Mauritanie .....	5
Bolivie .....	5	Mexique .....	10
Botswana .....	9	Mongolie .....	5
Brésil .....	7	Népal .....	15
Bulgarie .....	7	Nicaragua .....	4
Burundi .....	7	Niger .....	9
Cameroun .....	11	Nigéria .....	27
Canada .....	3	Norvège .....	2
Ceylan .....	7	Nouvelle-Zélande .....	4
Chili .....	9	Ouganda .....	17
Chine .....	11	Pakistan .....	3
Chypre .....	8	Panama .....	5
Colombie .....	8	Paraguay .....	5
Communauté de l'Afrique orientale .....	2	Pays-Bas .....	3
Congo .....	6	Pérou .....	7
Costa Rica .....	4	Philippines .....	26
Côte d'Ivoire .....	8	Pologne .....	8
Cuba .....	4	Portugal .....	2
Dahomey .....	11	République arabe libyenne .....	7
Danemark .....	1	République arabe syrienne .....	10
Dominique .....	1	République centrafricaine .....	9
Egypte .....	16	République de Corée .....	6
El Salvador .....	3	République démocratique populaire du Yémen .....	5
Emirats arabes unis .....	1	République Dominicaine .....	8
Equateur .....	8	République du Viet-Nam .....	8
Espagne .....	2	République fédérale d'Allemagne .....	3
Etats-Unis d'Amérique .....	3	République khmère .....	7
Ethiopie .....	11	République-Unie de Tanzanie .....	19
Fidji .....	4	Roumanie .....	10
Finlande .....	1	Royaume-Uni .....	3
France .....	1	Rwanda .....	9
Gabon .....	11	Saint-Christophe .....	1
Gambie .....	4	Sainte-Lucie .....	2
Ghana .....	21	Samoa-Occidental .....	2
Grèce .....	8	Sénégal .....	11
Grenade .....	2	Sierra Leone .....	9
Guatemala .....	2	Singapour .....	14
Guinée .....	5	Somalie .....	13
Guyane .....	4	Souaziland .....	10
Haïti .....	4	Soudan .....	14
Haute-Volta .....	6	Suède .....	6
Honduras .....	8	Surinam .....	1
Hong-kong .....	1	Tchad .....	3
Hongrie .....	8	Tchécoslovaquie .....	3
Iles Cook .....	1	Thaïlande .....	22
Iles Gilbert et Ellice .....	1	Togo .....	10
Iles Salomon .....	1	Tonga .....	1
Inde .....	16	Trinité-et-Tobago .....	10
Indonésie .....	24	Tunisie .....	9
Irak .....	15	Turquie .....	8
Iran .....	11	Union des Républiques socialistes soviétiques .....	11
Irlande .....	1	Uruguay .....	6
Islande .....	1	Venezuela .....	4
Israël .....	7	Yémen .....	5
Italie .....	7	Yougoslavie .....	5
Jamaïque .....	9	Zaïre .....	16
Japon .....	8	Zambie .....	15
Jordanie .....	5		

## ANNEXE VIII

Contributions à l'UNITARA. Sources gouvernementales (en dollars E.-U.)1. Fonds général

<u>Pays</u>	<u>Contributions 1971</u>	<u>Contributions 1.1.72-1.6.72</u>
Abu Dhabi .....	10 000	
Argentine .....	12 000	
Autriche .....	3 725	
Barbade .....	-	500
Belgique .....	51 610	56 510
Canada .....	60 030	60 660
Ceylan .....	1 000	
Côte d'Ivoire .....	17 986	19 841
Danemark .....	25 000	25 000
Egypte .....	4 600	4 600
Equateur .....	2 951	298
Etats-Unis d'Amérique .....	400 000	
Finlande .....	40 000	
France .....	-	23 925
Grèce .....	7 500	
Guyane .....	500	500
Irak .....	20 000	
Iran .....	6 000	
Japon .....	40 000	40 000
Kenya .....	2 000	
Libéria .....	3 000	3 000
Luxembourg .....	4 000	
Nigeria .....	-	2 800
Norvège .....	21 000	30 303
République arabe libyenne .....	20 000	
République fédérale d'Allemagne .....	100 000	
République-Unie de Tanzanie .....	5 602	
Royaume-Uni .....	100 792	
Singapour .....	500	
Suède .....	38 718	62 860
Suisse .....	34 722	
Thaïlande .....	4 100	
Trinité-et-Tobago .....	3 000	
Tunisie .....	5 000	
Union des Républiques socialistes soviétiques	-	40 000
TOTAL .....	1 045 336	370 797

## 2. Dons d'affectation spéciale

<u>Pays</u>	<u>Contributions 1971</u>	<u>Contributions 1.1.72-1.6.72</u>
Suède .....	170 000	-
TOTAL .....	170 000	-

### B. Sources non gouvernementales (en dollars E.-U.)

<u>Sources</u>	<u>Contributions 1971</u>	<u>Contributions 1.1.72-1.6.72</u>
Beulah Edge Estate .....	40 000	
Rowntree Charitable Trust .....	-	6 287
Fondation Volkswagen .....	42 286	22 297
TOTAL .....	82 286	28 584

### C. Contributions en monnaie locale

<u>Pays</u>	<u>Contributions 1971</u>	<u>Contributions 1.1.72-1.6.72</u>
Hongrie (forins) .....	-	100 000
Israël (livres) .....	25 200	
Union des Républiques socialistes soviétiques (roubles) .....	100 000	100 000





---

#### **HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS**

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

#### **COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES**

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

#### **КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ**

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

#### **COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS**

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---